

LES ORIGINES DE LA PRESSE REGIONALE SOCIALISTE DANS LE BORINAGE

par

Jean PUISSANT

Assistant U.L.B

L'étude présentée ici constituait une annexe à notre thèse de doctorat, consacrée à la structuration politique du mouvement ouvrier dans le Borinage. Elle avait pour objet l'histoire mouvementée des organes de presse créés par Alfred Defuisseaux, ou à son instigation, depuis 1886. Ceux-ci forment une des principales sources de l'histoire du mouvement ouvrier socialiste en Wallonie, et dans le Borinage en particulier, à la fin du XIXe siècle. Douze titres, douze formules différentes se sont succédés en l'espace de huit années avant de donner naissance à un organe régional qui joua un rôle essentiel dans l'affermissement de la majorité politique détenue par le Parti Ouvrier Belge (P.O.B.) dans l'arrondissement de Mons. Regrouper ainsi des journaux qui ont eu des origines, des objectifs, des moyens très divers est peut-être arbitraire, mais tous sont liés directement ou indirectement à l'action d'Alfred Defuisseaux et au Borinage. Durant cette période charnière de 1886-1894, qui fut capitale pour l'évolution du mouvement socialiste en Belgique, ils témoignent tous d'une même volonté : celle de doter la classe ouvrière de la grande industrie wallonne d'une presse spécifique, combative, défendant une orientation politique propre.

La découverte de collections quasi complètes de ces journaux, dont la majorité était jusqu'à ce jour inaccessible, ainsi que l'utilisation d'archives originales permettent de présenter un premier bilan. Celui-ci est d'autant plus utile qu'il permet d'attirer l'attention des chercheurs sur l'existence d'une série de microfilms réalisés par les Archives Générales du Royaume, à l'initiative de l'Institut Belge de Science Politique. Ceci les dispense désormais de la recherche fastidieuse d'exemplaires épars, conservés dans des fonds d'archives et des institutions très différents (1).

(1) En ce qui concerne *En avant pour le Suffrage Universel, Le Combat, La République, La République belge, La Bataille, Le Droit du peuple*," c'est-à-dire

Au printemps 1886, "l'année terrible", dans les bassins industriels wallons, le désespoir des classes ouvrières, touchées par une diminution considérable des salaires et l'extension effrayante du chômage, se conjugue avec la première grande campagne d'agitation politique en faveur du suffrage universel (S.U.) entreprise par le P.O.B.

L'ancien avocat montois Alfred Defuisseaux, frère de l'ancien député libéral de Mons Léon Defuisseaux, s'est lancé dans une campagne de propagande pleine de vigueur qui culmine avec la

du 11 avril 1886 au 5 juillet 1891, la collection est complète (à trois numéros près). Ensuite et paradoxalement la collection est beaucoup plus lacunaire et nos efforts pour retrouver des collections, du "Suffrage Universel" en particulier, sont restés vains. Les micro-films ont été réalisés à partir de collections de base complétées, si nécessaire, par des exemplaires conservés dans divers dépôts d'archives.

En avant pour le suffrage universel, Combat, La Bataille (1890-1891), *Droit du peuple, Suffrage Universel*, proviennent du fonds Georges Defuisseaux. *La République belge, La République, La Bataille* (1889), de la Bibliothèque Royale, *La Liberté*, du Palais de justice de Mons (Cour d'Assise-dossiers du Grand Complot 1889).

Le Fonds Mertens (bibliothèque royale), l'Institut E. Vandervelde, le Musée International de la presse (Mundaneum), les archives du parquet général près la cour d'appel de Bruxelles et du parquet près le tribunal de première instance de Bruxelles, les archives de la Fédération Régionale du P.S.B. à Mons ont fourni les exemplaires dispersés. Que toutes les personnes qui ont contribué à cette réalisation en soient ici remerciées. (Voir en annexe les fiches signalétiques concernant les divers journaux). Les archives originales utilisées dans cet article sont les suivantes :

Fonds Georges Defuisseaux - dû à l'obligeance de Monsieur et Madame Jean Defuisseaux.

Fonds Paul Conreur - Chez M.W. Thibaut.

Archives générales du Royaume

- Parquet du Tribunal de 1^e instance no. 95-96

- Parquet général près la cour d'appel de Bruxelles, no. 225-226A et B-227-239 A et B

- Cour d'appel, dossiers correctionnels IIe série 1887, no. 719, 1891, no. 77 et 80.

- Cour d'assise du Brabant 1886, no. 1185. A. Defuisseaux - Cathéchisme du Peuple.

Archives de l'Etat à Mons

- Cour d'assise du Hainaut (palais de justice de Mons) - 1889 no. 6. Grand Complot, 1891-1893, no. 15 et 16, délits de presse.

Archives de la Fédération régionale du P.S.B. à Mons.

Copie lettre D. Maroille 1892-1894.

Comité fédéral P.O.B. 1891-1892, 1919-1931.

publication de son célèbre pamphlet *Le Catéchisme du Peuple*, (2). Celui-ci est répandu dans tout le pays en français, mais aussi en flamand, à plus de 200.000 exemplaires. Grâce à ses nombreux meetings, à ses brochures, l'ascendant de Defuisseaux sur les ouvriers s'accroît, surtout dans la grande industrie (mines, métallurgie, verrerie). Sa comparution devant la Cour d'Assises du Brabant, pour excitation à la haine de classe, augmente encore sa popularité. Sa fuite éperdue, son exil plein de bravade en France, jettent enfin les bases de l'attachement mythique dont il allait être l'objet.

Comme la manifestation nationale en faveur du S.U., prévue pour le 13 juin 1886, est interdite, le P.O.B., réuni en Congrès, brandit la menace d'une grève générale s'il ne lui est point permis de

(2) DEFUISSEAUX Alfred. Mons, 9 décembre 1843-Nimy, 11 novembre 1901). Avant dernier fils d'une grande famille bourgeoise et libérale Montoise, A. Defuisseaux, après avoir commencé des études à l'école des Arts et Manufactures de Liège, fit son droit à l'université de Bruxelles. Avocat au barreau de Mons, il se spécialise dans la défense de victimes d'accidents de travail, particulièrement des catastrophes minières. En 1875, à l'occasion d'une affaire trouble, il est radié et condamné pour sollicitation de faux témoignages et détournements de fonds, accusation dont il sera lavé en 1886, par une commission d'honneur du P.O.B. sur la base d'un mémoire rédigé par Paul Janson. Après 10 années d'exil, il rentre en Belgique pour participer à la campagne en faveur du suffrage universel. Condamné, pour le *Catéchisme du peuple* et d'autres brochures et articles de presse (entre 1886 et 1893), à plusieurs années de prison, Defuisseaux s'est à nouveau exilé jusqu'à son retour triomphal, son élection comme député de Mons et son acquittement définitif en 1894. Miné par la maladie et de nombreux malheurs familiaux, Defuisseaux ne joue plus alors qu'un rôle secondaire, important néanmoins sur le plan législatif par la présentation de plusieurs propositions de lois en faveur des ouvriers mineurs.

DEFUISSEAUX Léon. (Mons, 17 décembre 1841-Bruxelles, 21 décembre 1906). Docteur en droit de l'université de Bruxelles, Léon Defuisseaux fut député libéral (progressiste) de Mons de 1870 à 1881. Il démissionne alors pour protester contre le rejet de la proposition Janson d'étendre le droit du suffrage. Il est à ce moment une des grandes figures du mouvement démocratique, y occupant une position de sage. Mêlé aux luttes politiques de son frère, il est élu député de Liège et de Mons en 1894, opte pour ce dernier siège qu'il abandonnera en 1900 pour protester contre l'adoption de la représentation proportionnelle.

Concernant A. Defuisseaux et le P.S.R., voir :

L. COLLARD, *Un procès fameux. Le Grand Complot*, Cuesmes, 1931.

A. DELATTRE, *Alfred Defuisseaux. Un homme, une période*, Cuesmes, 1959.

F. MAHIEU-HOYOIS, *L'évolution du mouvement socialiste borain*, (C.I.H.C. 68), Paris-Louvain, 1962.

Cl. FAVRY, "L'action de A. Defuisseaux dans le centre 1886-1889", in *Etudes régionales - Annales du cercle archéologique et folklorique de La Louvière et du Centre*, IX, 1972, pp. 45-102, X, 1973, pp. 57-98.

W. THIBAUT, *Les Républicains belges (1787-1914)*, Bruxelles, 1961.

manifeste publiquement ses revendications politiques. Defuisseaux prend cette menace au pied de la lettre. Impressionné par l'accueil triomphal qui lui a été réservé dans les agglomérations ouvrières, ému par le désespoir et la misère du prolétariat, influencé par ses amitiés blanquistes en France, il s'engage pleinement dans cette voie par l'intermédiaire de son hebdomadaire *En Avant pour le Suffrage Universel*. La grève est, selon lui, la seule arme capable d'arracher le S.U. à l'égoïsme des classes possédantes et cela, il le croit d'autant plus que la manifestation nationale, qui eut lieu finalement le 15 août, n'avait suscité aucune réponse de la part du gouvernement. Quant aux interminables travaux de la *Commission d'enquête sur la condition ouvrière*, créée au lendemain des émeutes de mars-avril 1886, rien ne permettait d'espérer qu'ils aboutiraient à d'importantes réformes sociales ou politiques dans un avenir proche.

Dès ce moment, les divergences politiques, amplifiées par les inimitiés personnelles, s'approfondissent et conduisent à la rupture entre Defuisseaux et le Conseil Général du P.O.B. Ce dernier, peu désireux de voir ce "millionnaire ambitieux" conserver le devant de la scène et entraîner l'ensemble du parti dans une voie politique qu'il désapprouve, l'exclut en février 1887. Désormais deux conceptions politiques s'affrontent : celle, évolutionniste, du P.O.B., se base sur l'organisation lente et méthodique de la classe ouvrière à partir de sociétés coopératives susceptibles de donner naissance à d'autres organisations, syndicales et mutualistes. Cette structure "idéale" obtenue devait permettre ensuite de soutenir éventuellement une grève générale, longue et victorieuse, mais dont l'échéance n'apparaît pas avec précision. Les conceptions de Defuisseaux sont à l'opposé : impatientes et radicales, elles prônent la grève générale immédiate, la grève noire, qui doit surprendre par sa soudaineté et ébranler ainsi la monarchie censitaire. Elles répondent mieux à l'état d'esprit de la classe ouvrière de la grande industrie, des mineurs en particulier. En Hainaut en tout cas, ceux-ci l'appuient rapidement; aussi, après que le Congrès du P.O.B., tenu le 10 avril 1887 à Damprémy eût repoussé à la suite de manoeuvres de procédure, sa demande de réintégration présentée par des sections du Centre et par la Fédération du Borinage, Defuisseaux n'hésite-t-il pas à créer un nouveau parti; le *Parti Socialiste Républicain* (P.S.R.). Par le recours à la grève générale immédiate, celui-ci poursuit deux objectifs principaux : le renversement de la monarchie, soutien et symbole du pouvoir de la bourgeoisie censitaire et l'établissement de la république d'une part, l'instauration du suffrage universel qui permettra l'élection d'un parlement favorable à une vigoureuse action législative en faveur des classes ouvrières, d'autre part.

Le P.S.R., tenu sur les fonds baptismaux à Mons le 15 août 1887, est définitivement créé au Congrès de Châtelet le 25 décembre de la même année. Il rassemble à ce moment-là 55 groupes ouvriers (20 de Charleroi, 18 du Centre, 13 du Borinage, 2 de Bruxelles et 2 de Liège). La prépondérance des groupes hainuyers y est écrasante : seuls, en Hainaut, les militants rassemblés autour de la coopérative du Progrès à Jolimont (bassin du Centre) sont restés fidèles au P.O.B.

On connaît la fin tragique de ce parti dont les militants ont, à plusieurs reprises, tenté de déclencher la grève générale promise (mai 1887 dans le bassin du Centre, décembre 1888 dans trois bassins houillers du Hainaut). Noyauté, surtout dans le Centre où étaient rassemblés les partisans les plus décidés d'Alfred Defuisseaux, par des indicateurs et des agents de la Sûreté, le P.S.R. se désagrège lors de sa dernière tentative de grève. Le gouvernement et la justice du pays, qui désirent porter un coup définitif au mouvement socialiste, mettent en scène une grande affaire politico-judiciaire, mais le Grand Complot se dégonfle rapidement sous les coups hardis d'un groupe de jeunes avocats démocrates devant la Cour d'Assises de Mons en mai 1889.

Dès lors, la réconciliation des deux partis, rapidement menée par le P.O.B. qui était sorti renforcé de l'épreuve, au détriment de son concurrent, se concrétise au Congrès du P.O.B. tenu à Louvain les 6 et 7 avril 1890; elle consacre la victoire des conceptions modérées et évolutionnistes du Conseil Général sur le révolutionnarisme généreux mais brouillon du P.S.R.

Cependant, l'idée de la lutte en faveur du S.U., y compris au moyen de la grève, est relancée. La différence fondamentale au niveau politique entre le P.O.B. et le P.S.R. réside plus dans les moyens envisagés que dans les buts poursuivis. Les programmes politiques se recourent largement, le P.S.R. se distinguant cependant par l'importance qu'il accorde à l'établissement de la république. Sociologiquement, ils recouvrent des réalités bien différentes; le P.S.R. a incontestablement rassemblé une grande partie du prolétariat industriel des bassins hainuyers, qui est désormais gagnée aux idées socialistes. Ayant déjà une pratique considérable de la grève, contrairement aux milieux d'artisans et d'ouvriers de la petite industrie majoritaires dans les organes dirigeants du P.O.B., les mineurs ont constitué le fer de lance de cette agitations permanente, le soutien le plus ferme du projet politique d'Alfred Defuisseaux. La presse a constitué pour lui un moyen privilégié d'informations et d'agitation qui a complété d'abord sa campagne de meetings, puis, après son exil en mai 1886, qui a représenté le seul moyen de s'adresser aux masses ouvrières pour leur communiquer son message

politique et combattre l'influence temporisatrice du P.O.B.

La faiblesse organique du mouvement ouvrier en Wallonie, l'absence de structures importantes et stables favorisaient et rendaient indispensables la relation directe avec le "leader", et celle-ci s'effectua par l'intermédiaire de ses éditoriaux enflammés et mobilisateurs.

Bien que les ambitions d'Alfred Defuisseaux ne se soient jamais limitées à une seule région, et que son espoir affirmé était de rassembler la classe ouvrière wallonne de Verviers à Tournai, c'est souvent sur le Borinage, qui lui resta fidèle à travers le temps, qu'il dut se replier pour trouver les forces nécessaires à relancer de nouveaux organes.

Aussi, les divers titres dont il sera question dans cet exposé, préfigurent-ils la presse socialiste régionale, qui se développera dans le Borinage, après l'accession du P.O.B. au Parlement en 1894.

En 1884, déjà, à l'occasion de la campagne républicaine développée par les milieux démocratiques à Bruxelles, les frères Defuisseaux avaient eu l'intention de créer un nouveau journal, *La République belge* (3).

Quelques mois plus tard, Léon Defuisseaux apporte sa contribution financière à la création du *Peuple*, organe officiel du P.O.B. (il souscrit pour 1.000 F dont 1/4 avait été effectivement versé avant le désaccord entre le P.O.B. et Defuisseaux). Aussi, lorsqu'en mars-avril 1886, le *Catéchisme du Peuple* remporte un succès fulgurant, renforcé encore par les poursuites dont son auteur est l'objet, Alfred Defuisseaux, mais avec lui le Conseil Général du P.O.B., voient dans cet engouement et cette publicité indirecte l'occasion de lancer un hebdomadaire : *En Avant pour le Suffrage Universel*.

Léon Defuisseaux est à nouveau pressenti : de toute évidence, il est le bailleur de fonds de la famille. Il s'engagea financièrement et permit ainsi à son frère d'utiliser le nouvel hebdomadaire pour poursuivre, chaque semaine, sa propagande en faveur du suffrage universel et de la manifestation nationale du 15 août 1886.

De son côté, le Conseil Général du P.O.B. s'engagea sans réserve dans l'entreprise : *En Avant...* partagea, avec le *Peuple*, les locaux de

(3) Le peu de succès de masse de la campagne républicaine, l'existence de l'organe démocratique "Le national Belge" empêchèrent ce projet d'être réalisé. Voir DANDOIS, "Une lettre inédite de César de Paepe. 1884", *Archiv für sozialgeschichte*, X, 1970, pp. 379-384. Lettre adressée le 16 septembre 1884 à L. Defuisseaux.

la rue des Sables, puis de la rue du Persil à Bruxelles.

Gustave Defnet, qui était membre du comité de rédaction du *Peuple*, fut, avec Alfred Defuisseaux, le principal rédacteur du nouvel organe; Louis Bertrand se chargea d'en assurer l'administration et l'expédition (4). Dès le départ, le tirage atteint 20.000 exemplaires pour se tasser ensuite probablement après la manifestation nationale du 15 août à Bruxelles, qui marque un sommet dans la propagande socialiste en 1886 (5). Dès ce moment aussi, l'attention du Parquet

(4) DEFUISSEAUX Georges (1863-1926), alors étudiant en droit, neveu d'A. Defuisseaux et un de ses principaux partisans en Belgique (il sera secrétaire général du P.S.R.) en est le secrétaire de rédaction.

MAHEU Edouard, (Bruxelles 18 août 1857- ?) en était l'imprimeur. Rappelons que Maheu était également l'imprimeur de la *Réforme du Peuple*, et de la plupart des brochures publiées à cette époque par le P.O.B.

DEFNET Gustave (Namur 1858-Saint-Gilles 1904) ouvrier typographe à la *Réforme*, - fondateur du P.O.B. - rédacteur au *Peuple* et un des principaux rédacteurs de l'hebdomadaire du P.O.B. *L'avant garde*. Député de Namur de 1894 à 1904.

Louis Bertrand aurait été payé 100 francs par mois, Gustave Defnet 60 francs. (Lettre d'A. Defuisseaux à Charles Minne 5 février 1887-AGR Cour d'appel de Bruxelles II 719.)

(5) L. BERTRAND, *Histoire de la démocratie du socialisme en Belgique*, T. II, Bruxelles, 1903. p. 430.

A. Defuisseaux... "continue à rédiger son journal 'En Avant'... qui obtint pendant un certain temps un réel succès et tira jusqu'à 20.000 exemplaires chaque semaine..."

Lettre du Commissaire de police de Bruxelles au Procureur du Roi 14 août 1886 : "Cette feuille a été vendue en assez grande quantité au moment de son apparition, mais le débit paraît actuellement en être ralenti."

Dans sa lettre à Charles Minne, citée à la note 4, Defuisseaux affirme : "Nous avons tiré toujours de 16.000 à 20.000 exemplaires par numéro, soit une petite moyenne de 17.000 par numéro."

Dans une lettre du 11 mars 1887, écrite de Paris à Charles Minne, (A.G.R., Cour d'Appel de Bruxelles, II, 719), Defuisseaux donne une série d'indications sur la marche financière du journal, mêlée à la situation des diverses brochures publiées (*Le Catéchisme du Peuple*, *Le Grand Catéchisme...*, *Mes procès...*).

Bertrand lui aurait écrit, en septembre 1886, qu'il y avait un déficit de 2.000 francs; en novembre, que le déficit serait résorbé en janvier, en décembre que le journal devait rapporter 95 francs par numéro.

Or Defuisseaux venait de recevoir une lettre de l'imprimeur Edouard Maheu, lui réclamant 3.200 francs. Ceci confirme Defuisseaux dans l'idée qu'il est victime d'un complot.

Le compte "brochures" était déficitaire :

<i>Catéchisme...</i>	coût	: 3.633,35 F	170.000 exemplaires
	recettes	: 3.722,41 F	
	bénéfice	: 89,60 F	
<i>Grand Catéchisme...</i>	coût	: 1.254,35 F	
	recettes	: 1.115,97 F	42.000 exemplaires
	déficit	: 138,38 F	

s'est portée sur *En Avant...* qui fait désormais l'objet d'une surveillance constante et étroite (6).

<i>Mes procès</i>	coût	: 464 F	
	recettes	: 288,15 F	24.000 exemplaires
	déficit	: 175,85 F	

Soit un déficit total de 224,58 F pour les brochures.

La plus grande partie du déficit devait donc provenir du journal; il y aurait donc dû avoir un bouillon important. Le circuit de distribution des journaux socialistes, des journaux de Defuisseaux en particulier a été très vite surveillé et même entravé, il se plaçait en grande partie en dehors des circuits traditionnels de distribution, s'adressant à des ouvriers sans travail le plus souvent.

La correspondance de D. Maroille, en 1892-93, témoigne des difficultés énormes rencontrées par les administrateurs de ces journaux pour se faire payer les exemplaires vendus (Copie-lettres D. Maroille, Fédération P.S.B., Mons).

Il n'est pas étonnant que, dans de telles conditions, *En Avant...* ait éprouvé des difficultés financières. Il ne faut pas non plus oublier le différend profond qui oppose Defuisseaux à l'imprimeur Maheu à ce moment-là et qui a pu influencer leurs rapports sur le plan financier. Il semble en tout cas que jamais Defuisseaux n'ait obtenu les informations qu'il était en droit d'attendre sur la situation des publications dont il avait la responsabilité. Cela constituera également une partie de la méfiance, sinon de l'animosité qui nourrira la polémique politique.

(6) Lettre du procureur général au procureur du Roi, Bruxelles, 11 août 1886, A.G.R., Parquet, Tribunal de 1ère instance, Bruxelles, no. 95. ...“Il se publie actuellement dans le pays un journal hebdomadaire imprimé chez Maheu...Il a pour titre *En Avant...* et contient dans chacun de ses numéros des attaques violentes contre le roi. Je vous prie de vouloir bien vous assurer si ce journal se vend en grande quantité à Bruxelles. Faites moi parvenir le numéro du 8 août afin que j'apprécie s'il convient de provoquer des poursuites contre cette publication. Je désire recevoir chaque semaine dès son apparition un exemplaire de ce journal.”

Ce qui fut fait. le procureur du roi chargea le commissaire de police de Bruxelles de cette tâche.

Chaque semaine, deux agents étaient chargés des achats des journaux surveillés, le résultat de leur moisson constitue l'essentiel des liasses 95 et 96 du fonds d'archives cités en tête. Nous ne pouvons résister ici à l'envie de reproduire le procès-verbal rédigé à cette occasion (il y en a des dizaines de ce type, celui qui suit a été dressé en 1896 et concerne des journaux anarchistes :

“Devant nous Gilta, Sylvain, officier inspecteur de police, attaché à la division centrale et dûment délégué aux fins des présentes par M. le Commissaire en chef de Police, comparaissent les agents spéciaux Beley, Adolphe et Gilles, Aloïs de la division centrale, qui nous déclarent avoir acheté hier matin à 9 H.15 chez le sieur Reniers, Charles Auguste, marchand de journaux rue de la Colline no. 22, 4 exemplaires de journaux anarchistes dont deux de “*Les temps nouveaux*”, portant le no. 4 de la 2e année et deux de “*La Sociale*”, portant le no. 55 de la 2e année.

Dont acte, Bruxelles, même date que dessus, que les comparants signent avec nous. (signatures)”.

Le stade de la simple surveillance est d'ailleurs vite dépassé, la répression est envisagée et préparée. Voici quelques exemples.

En Avant... était diffusé dans toute la partie francophone du pays, mais il l'était plus particulièrement dans le Borinage. C'est plus un hebdomadaire d'agitation politique qu'un organe d'information.

Son programme est "tout entier résumé dans son titre" et toute sa propagande ne vise qu'un seul but : "faire comprendre (à l'ouvrier) qu'il doit se porter en masse à Bruxelles... pour demander au Le 10 août 1887, le procureur général écrit au procureur du Roi à Mons (A.G.R., P.G., 239b) :

"Assurez-vous si *Combat* a réellement reparu et s'il est distribué dans votre arrondissement, assurez-vous de savoir qui sont les éditeurs et les distributeurs de cette feuille et quels sont ceux qui, en Belgique, contribuent à la rédaction... renseignements qui seraient utiles au cas de nouvelles grèves."

Déjà le 26 février 1887, le procureur général avait écrit au procureur du Roi à Bruxelles, en parlant de l'éventuelle parution de nouveaux journaux sous la direction de Defuisseaux :

"J'attire votre attention sur cette nouvelle, en vous priant de me faire parvenir des exemplaires de ces journaux... il y aura lieu s'ils ne sont pas imprimés en Belgique, de tenir note des distributeurs pour le cas où il y aurait lieu d'exercer des poursuites au sujet de cette publication." (A.G.R., Parquet, Tribunal de 1ère instance, no. 95).

Les motifs de prévention ne manquent pas :

- Le procureur du roi à Charleroi au procureur général à Bruxelles, le 10 janvier 1888 (A.G.R., P.G., 239 b) parle des éditeurs imprimeurs de la *République belge* :

"Ce sont deux hommes de paille. Il y aurait lieu de poursuivre sur pied de l'article 299 du Code Pénal (mention vraie de l'éditeur et de l'imprimeur)... puisque le journal s'imprime et est édité à Bruxelles."

- Le procureur général au Ministre de la Justice, 17 janvier 1888 (*ibidem*); le procureur se propose de poursuivre deux articles offensants pour le roi (*La Belgique vendue, La République belge* 8 janvier 1888 et *Le Roi accusé de haute trahison, id.*, 15 janvier 1888).

- Le dernier numéro de *La République belge* contient des attaques contre le prince héritier d'Allemagne. Le Procureur, "à raison de nos relations internationales" propose de le saisir.

Ceci n'empêche pas la magistrature de déplorer qu'il n'y ait pas plus de motifs de prévention : le procureur du roi à Bruxelles au procureur général, 8 février 1888 (*ibidem*) regrette que la loi ne soit pas différente et ne permette pas "de poursuivre autre chose qu'une attaque méchante contre la force obligatoire des lois."

Dans cette attitude peu respectueuse de "l'esprit des lois", il n'y avait rien d'extraordinaire, le substitut du procureur général, Demaret avait déclaré en pleine audience de Cour d'Assises du Brabant qu'il allait "poursuivre la suppression de ce journal *En Avant...* et que ce ne serait pas long." (*En Avant...*, 3 janvier 1887).

Le procureur général avait en effet écrit au Ministre de la Justice, le 19 novembre 1886 (A.G.R., P.G. 225) : "A défaut de Defuisseaux actuellement en fuite, il sera fort possible d'atteindre l'imprimeur du journal *En Avant* et de mettre fin ainsi à cette publication dangereuse".

Le numéro du 12 décembre allait donner l'occasion cherchée et permettre à Demaret de provoquer les poursuites.

gouvernement le suffrage universel.” (7)

L'extension du droit de vote, accompagné de violentes critiques contre les abus du régime censitaire (8), reste le thème principal développé tout au long de sa parution, mais celui-ci évolua cependant en fonction des circonstances. Ainsi, après que fut interdite la manifestation du 13 juin 1886, pour laquelle le journal concentrait tous ses efforts, le premier article en faveur de la grève générale apparaît :

“...La grande force du peuple qui n'a, lui, ni fusils, ni baïonnettes, c'est la grève. Par la grève, il peut vaincre. Mais il faut la *grève générale; la grève préparée et organisée...*” (9).

L'article est dû à la plume d'Alfred Defuisseaux, mais il ne présente encore, sur ce sujet, aucun désaccord de principe avec le P.O.B. La grève, en effet, a été virtuellement admise par le Congrès du 13 juin, même si elle reste subordonnée à l'idée d'une manifestation nationale, postposée au 15 août (10).

Mais à partir de ce moment, l'emprise d'Alfred Defuisseaux, bien qu'exilé, va se faire de plus en plus nette : le 22 août 1886, alors que le journal consacre toute sa première page au succès éclatant de la journée du 15 août, Defuisseaux y développe au contraire, en seconde page, l'idée que seule la grève pourra forcer les classes dirigeantes à “lâcher” le suffrage universel (11).

Ce thème revient désormais à plusieurs reprises (12) et s'amplifie encore, l'appel à la grève noire se fait plus pressant avec, si elle n'aboutit pas, une éventualité supplémentaire, la révolution “comme en 1830” (13).

De toute évidence, *En Avant...* a suivi, au cours de sa parution, la ligne qu'il s'était tracée dans son programme : la défense, par tous les moyens possibles, du suffrage universel.

Les autres thèmes traités dans le journal sont assez diversifiés, on note toutefois, comme dans la plupart des organes socialistes, la relation de nombreux procès intentés aux militants. C'est également dans *En Avant...* que parut très régulièrement le *Catéchisme du Dimanche*, écrit par Alfred Defuisseaux, chaque semaine, dans le style vif et ironique qui avait fait le succès de son *Catéchisme du*

(7) *En Avant pour le Suffrage Universel*, 11 avril 1886, *Notre programme*.

(8) *Id.*, 13 juin 1886; 16 mai 1886 et 30 mai 1886.

(9) *Id.*, 27 juin 1886.

(10) *Id.*, 11 juillet 1886.

(11) *Id.*, 22 août 1886.

(12) *Id.*, 5 septembre 1886 et 17 octobre 1886.

(13) *Id.*, 12 décembre 1886.

Peuple. Les attaques contre Léopold II sont légion (14), elles visent presque toutes le fait que la monarchie constitue un système ruineux pour la nation.

Le journal est, nous l'avons dit, fortement tourné vers les bassins industriels du Hainaut : toute la troisième page est consacrée aux informations régionales, la Chronique boraine, due souvent à la plume d'Elisée Fauvieu est fort bien documentée et fait le point de l'organisation ouvrière dans le Borinage. Une bonne proportion de l'espace publicitaire est également consacré à cette région et l'imprimerie de Théotime Delattre, à Wasmes, constitue un dépôt où l'on peut acheter le journal en gros.

Les divergences politiques qui s'affirment ainsi au cours des mois vont être renforcées par de vives oppositions personnelles. En lieu et place de Defuisseaux, absent, les imprimeurs et éditeurs du *Grand Catéchisme du Peuple*, de *En Avant...* sont poursuivis et condamnés. Le Conseil Général du P.O.B., qui avait tout d'abord considéré que l'exilé devait se soustraire à l'action de la justice, exige alors qu'il se livre pour purger ses peines de prison, et rendre caduques la condamnation d'Edouard Maheu.

Mais Defuisseaux ne l'entend pas de cette oreille. Non seulement il est, en décembre 1886, condamné à 5 ans de prison, alors que l'éditeur n'était condamné qu'à deux mois, mais encore il est conscient du rôle politique qu'il est appelé désormais à jouer au sein du mouvement ouvrier. Enfin, il est piqué au vif par la volonté affirmée du procureur du Roi, Demaret, de faire disparaître l'hebdomadaire dont il assume la direction politique depuis le 25 juillet 1886... "Mon devoir m'était dès lors tracé, écrit-il au Conseil Général, je devais obéir à une force plus grande que toutes les autres, je devais obéir à ma conscience qui me commandait de ne pas désertier le combat et de lutter jusqu'à mon dernier souffle pour défendre la liberté de la presse... Je braverai plus que la fureur de mes juges, plus que les persécutions iniques, plus que la geôle pour accomplir le devoir que me dicte ma conscience et l'intérêt des ouvriers, je braverai les jugements de mes ennemis comme je saurai résister aux conseils de mes amis." (15).

Maheu refuse alors de poursuivre l'impression du journal, le

(14) *Id.*, 11 avril 1886; 25 avril 1886; 20 juin 1886, 1er août 1886; 8 août 1886 29 août 1886; 19 septembre 1886; 26 septembre 1886.

A ce sujet voir aussi le 1er alinéa de la note 4.

(15) Lettre datée de Nice 31 décembre 1886, publiée par *Le Peuple*, 28 février 1887.

Conseil Général propose à Defuisseaux de le reprendre à son propre compte, et de sa propre autorité, fait paraître chez l'imprimeur R. Van Loo, le 2 janvier 1887, un numéro édulcoré, dont toute la vivacité d'expression et la virulence de l'argumentation ont disparu. Devant cette forme d'auto-censure larvée, Defuisseaux fait paraître le numéro suivant à Lille (16). Profitant du vide ainsi créé, et de la possibilité de réduire au silence cette voix divergente, le Conseil Général décide la création d'un nouvel hebdomadaire, l'*Avant-Garde*, dont il désigne lui-même le comité de rédaction (17). Celui-ci se propose de poursuivre le feuilleton publié par *En Avant...* : il est

(16) Le numéro de *En Avant...* publié à Lille sortait des presses du journal *En Avant*, qui paraît à Lille depuis le 4 juillet 1886, soit à peine un mois après l'arrivée de Defuisseaux dans cette ville.

Les typographies des deux journaux sont les mêmes. Sans avoir eu la possibilité de pousser plus à fond cette recherche, il n'est pas hasardeux de penser, qu'arrivé à Lille après sa fuite de Belgique, Defuisseaux ait cherché des appuis pour y faire paraître un organe qui porte le nom, pratiquement, de celui qu'il dirigeait en Belgique.

Ce journal, tout en étant le support d'une fraction de l'opinion radicale républicaine, avait également pour but de donner des informations relatives à la Belgique aux nombreux Belges qui vivent et travaillent dans les départements du Nord de la France.

En témoignent deux numéros conservés dans les papiers Georges Defuisseaux (1er et 15 août 1886) et qui, tous deux, font une large place aux problèmes belges.

Deux articles protestent contre l'expulsion et l'interdiction de séjour d'A. Defuisseaux "dans aucun département au nord de Paris" (*En Avant*, 15 août 1886), dans le même numéro un grand article en première page concerne la manifestation du 15 août à Bruxelles en faveur du suffrage universel.

Le no. du 1er août 1886 comporte une publicité pour le *Grand Catéchisme du Peuple*, qui vient de paraître.

Le libraire Hayard annonce qu'il a vendu 10.000 exemplaires de cette brochure et informe "les 40.000 Belges républicains actuellement à Lille... (qu'ils) peuvent se rendre compte de la révolution qui existe dans les journaux. La déclaration de guerre est faite à Lille à tous les canards réactionnaires belges par la Réforme et la Chronique, grands journaux libéraux démocratiques, de Bruxelles."

Il y a là matière à une curieuse petite recherche.

(17) Du côté du P.O.B., *L'Avant-Garde* va désormais se charger de la polémique avec A. Defuisseaux et les socialistes républicains.

L'Avant-garde, hebdomadaire du P.O.B., paraît du 9 janvier 1887 au 20 mai 1888. Dans son premier numéro, la rédaction (G. Defnet) explique que le Conseil général avait proposé à Defuisseaux de reprendre *En Avant...* dans la situation où il se trouvait et de le publier sous sa responsabilité.

"Defuisseaux s'y est refusé, préférant faire imprimer son journal à l'étranger et le faire vendre en Belgique. Considérant que cette décision était regrettable et qu'un journal fait dans ces conditions est matériellement impossible et ne voulant pas, d'autre part, laisser sans organe les 20.000 lecteurs d'*En Avant...* malheureux travailleurs qui, pour la plupart ne lisent qu'un journal par semaine,

intéressant de souligner ici l'importance du feuilleton, qui apparaît comme un fil conducteur dans la succession des journaux et un moyen de s'attirer les lecteurs de l'hebdomadaire précédent.

Mais à Bruxelles, Charles Minne a trouvé de nouveaux imprimeurs pour les numéros suivants, cependant la nécessité s'est fait sentir de rapprocher le journal des militants et de quitter Bruxelles, devenu hostile, d'autant plus que les perquisitions et les intimidations se poursuivent. Les vendeurs sont inquiétés, des exemplaires du journal sont saisis (18). "Ne trouvant plus ni vendeur, ni imprimeur, trahi par le Conseil Général et poursuivi par le Parquet" (19), *En Avant...*, succombe. Quelques semaines plus tard, *le Combat* lui succède.

Dès le premier numéro, cet objectif est clairement établi : il faut entamer la grève générale dans les plus brefs délais et rompre avec le Conseil général du P.O.B., "qui la veut bien en principe, mais pour plus tard... dans un avenir très éloigné" (21).

Seule l'action immédiate, courageuse et résolue sera payante; Defuisseaux y condamne formellement les appels à l'organisation préalable et à la patience : "...Vouloir attendre que l'ouvrier ait de quoi subsister six semaines, c'est vouloir attendre que l'ouvrier soit riche ! Or l'ouvrier riche ne se mettra jamais en grève."... "La grève générale n'est possible que lorsque la misère est générale. *La misère noire appelle la grève noire*" (22).

nous avons fondé l'Avant-garde."

En fait, pour pousser Defuisseaux à prendre cette décision; Defnet et Bertrand lui avaient annoncé qu'aucun imprimeur n'acceptait plus, à Bruxelles, d'imprimer *En Avant...*, ils auraient dès lors, selon Defuisseaux, envoyé aux vendeurs une circulaire, annonçant le changement de titre.

Lettres de A. Defuisseaux à Ch. Minne, mars 1887 (A.G.R., Cour d'appel II 719).

(18) MINNE Charles. Libraire à Saint Gilles. Courtier d'annonce pour la *Réforme*, *Le Peuple*, *En Avant...* Il est membre du conseil général du P.O.B. dont il démissionnera en février 1887 pour protester contre l'exclusion de A. Defuisseaux.

Le Peuple, 4 et 5 février. Le journal proteste "énergiquement contre ces scandaleux et inconstitutionnels agissements de la justice" d'autant plus que *L'Avant-garde* assimilée à *En Avant...*, est l'objet des mêmes mesures d'intimidation.

(19) *Le Combat*, 13 mars 1887.

(20) *Le Combat*, 13 mars 1887.

(21) *Id.*, 20 mars 1887.

(22) *Id.*, 17 avril 1887 et 12 mai 1887.

Les autres thèmes qui avaient été développés dans *En Avant...* passent désormais au second plan; c'est le cas notamment des attaques contre Léopold II, qui se font de plus en plus rares (23) : toutes les forces vives du journal tendent essentiellement vers la mobilisation de la classe ouvrière pour la conquête du suffrage universel, après une grève générale immédiate.

Le Combat est également, par les circonstances mêmes qui l'ont fait naître, un organe de polémique contre le P.O.B.; il représente la tendance socialiste républicaine et conduisit une grande partie de la classe ouvrière hainuyère à la scission. Les attaques contre le P.O.B. sont virulentes (24) et concernent aussi bien des questions à l'échelon national que régional, telle par exemple que la lutte qu'il mène contre les coopératives de Jolimont et de Liège.

Sa parution fut interrompue le 15 mai 1887, lors de la grève générale dans le Centre par l'arrestation de ses principaux rédacteurs Pierre Loor et Paul Conreur. Le 10 juillet, *Le Combat* reparait, sous la responsabilité de l'imprimeur Cambier et d'un syndicat de vendeurs de journaux qu'il a formé à cet effet (25). Romain Meerschaut, de Trazegnies (arrondissement de Charleroi, mais bassin du Centre) en est l'éditeur et fait fonction de rédacteur en chef. Cette situation provoque, à la libération des anciens rédacteurs, un

(23) *Id.*, 20 mars 1887, 3 avril 1887, 24 avril 1887, 28 avril 1887, 8 mai 1887, 10 juillet 1887, 7 août 1887, 21 août 1887, 28 août 1887.

(24) Cour d'Assises de Mons, Grand Complot, 1889, no. 6, dossier Sûreté, rapport partie du Centre, 22 août 1887 (Cousaert).

Lettre de A. Defuisseaux à Meerschaut, Conreur et consort, Sevrans, 2 octobre 1887 (transmise par Laloï à la Sûreté) (*ibidem*).

(25) A.G.R., Cour d'appel de Bruxelles, II, 719, pièce 3, Interrogatoire de Conreur, 21 mai 1887.

“J'étais (c'est Paul Conreur qui parle) le rédacteur délégué et l'éditeur responsable, j'écrivais des articles et tous les articles à insérer m'étaient adressés. La direction politique appartenait à Defuisseaux, en réalité, il ne dirigeait pas le journal et se bornait à m'envoyer des articles comme un autre rédacteur. Defuisseaux n'avait plus d'intérêts dans le journal, les seuls véritables intéressés étaient l'imprimeur Cambier, Pierre Loor et moi, Cambier n'intervenant que pour la partie matérielle.”

CONREUR Paul (Binche, 10 décembre 1862-La Louvière, 13 février 1946). Tailleur d'habits, Conreur est un des fondateurs de la fédération des ligues ouvrières du Centre en 1886. Il est un des principaux militants socialistes républicains de la région du Centre. Emprisonné à plusieurs reprises, il sera victime de la réconciliation des deux partis socialistes et écarté de la vie politique.

LOOR Pierre (Mons, 26 novembre 1852- ?) ancien employé aux chemins de fer de l'état puis agent de commerce - secrétaire de la fédération des ligues ouvrières du Centre.

violent conflit qui les conduira à démissionner du P.S.R. (26).

Mais ceci ne représente qu'un aspect des faits qui vont entraîner la disparition du journal. La situation financière de *Combat* était effectivement précaire et l'imprimeur, qui n'était même pas propriétaire du matériel d'impression, ne rentrait pas dans ses frais. L'hebdomadaire avait un tirage qui s'élevait de 12.000 (no. 1, 13 mars 1887) à 16.000 exemplaires (10 avril 1887); à la fin du mois d'avril, il devint même bi-hebdomadaire, mais les numéros du jeudi ne sont tirés qu'à 8.000 ou 9.000 exemplaires. Ceci s'explique dans la mesure où les mineurs achètent plus facilement le journal le dimanche, qui est un jour de repos dans les régions minières, et que la vente locale était souvent assurée à la criée par des ouvriers, qui travaillent en semaine (27).

Jusqu'à l'interruption provisoire de sa parution, le journal, en 13 numéros, avait été tiré à 168.900 exemplaires (12.900 en moyenne).

(26) Conreur a écrit à Defuisseaux : "Je me suis décidé à abandonner le journal puisque Meerschaut en était le maître" (Lettre de Defuisseaux à Conreur, 26 octobre 1887, Papiers Conreur).

Defuisseaux dénonce vivement ces querelles personnelles qu'il trouve inadmissibles :

"Vous le savez, mon cher ami, écrit-il, il n'y a pas de maître entre nous, nous sommes tous les simples soldats du progrès au service de la république" (*ibidem*).

"Nous devons donc faire abstraction complète et de notre personne et de celle des autres : nous devons nous mettre au-dessus de toutes les compétitions... et réserver toute notre énergie pour la défense de notre juste cause."

(A. Defuisseaux à P. Conreur, 14 octobre 1887, Papiers Conreur).

La démission de Meerschaut et Loor est annoncée par Laloi (C.A. Mons, Grand Complot, 1889, no. 6, Dossier Sûreté, rapport partie du Centre, N. 3 octobre 1887 et 21 décembre 1887).

MEERSCHAUT Romain, ouvrier mineur, militant du P.S.R. dans la région de Charleroi, séparé du P.S.R. et sans travail, il émigre au Brésil où il meurt en décembre 1888 (Rio de Janeiro).

LALOI J.B. - POURBAIX L. et COUSAERT dont il sera question par la suite sont les agents et informateurs de la sûreté publique infiltrés dans le P.S.R.

(27) *Règlement de comptes du journal Le Combat*, par Honoré CAMBIER, La Louvière, 15 septembre 1887, Cour d'Assises de Mons, Grand Complot, 1889, no. 6, dossier Sûreté, pièce fournie par Laloi.

Des mentions manuscrites de Georges Defuisseaux sur les exemplaires de sa collection confirment les tirages énoncés par Cambier.

Le déficit enregistré était, en mai 1887, de 1.569 francs (28). Il a dû s'amplifier encore par la suite, même si Cambier s'était assuré l'organisation de la distribution. Cette situation difficile a incité Pierre Loor à créer une imprimerie coopérative, qui paierait le matériel de Cambier et permettrait de poursuivre la publication du journal. Mais il commet alors des faux et le matériel d'imprimerie est saisi à la demande des créanciers de l'imprimeur (29).

Defuisseaux, déçu par la tournure que prennent les événements,

(28) *Ibidem.*

Le tirage avait coûté	3.028,50 F
Les 13 expéditions	97,50 F
Les fournitures de bureau	<u>35,00 F</u>
	3.161,00 F

Les recettes s'élevaient à 1.592 francs, il y avait donc un déficit de 1.569 francs. Parmi les recettes on relève deux versements de Séverin Plapied, le 21 avril et surtout le 12 mars, respectivement de 120 et de 215 francs. Il s'agit presque certainement de fonds provenant de la famille Defuisseaux, le versement du 12 mars a permis la réalisation du premier numéro, paru le 13 mars.

PLAPIED Séverin, (Villerot, 9 septembre 1827-?). Résidant à Saint-Gilles (Bruxelles), 38 rue de la Source, en provenance de Baudour (1880), célibataire et sans profession (A.G.R., Cour d'Assises du Brabant, 1887, no. 1953).

Séverin Plapied devait être une vieille connaissance de la famille Defuisseaux puisqu'il avait longtemps résidé à Baudour. Il était à Bruxelles l'agent d'affaires des Defuisseaux et a assuré à plus d'une reprise la responsabilité de l'édition des publications des frères Defuisseaux. Son domicile a également été utilisé pour l'envoi des lettres aux Defuisseaux. Au procès du *Grand Catéchisme du Peuple*, comme d'*En Avant...*, il est mis hors cause considéré à juste titre d'ailleurs comme un homme de paille, un simple prête-nom.

(29) Cf. FAVRY, *op.cit.*, p. 95.

Le Peuple, 15 septembre 1887, cite une circulaire adressée par Pierre Loor aux groupes du Centre, leur demandant de retirer les fonds déposés à la coopérative de Jolimont pour créer l'imprimerie coopérative.

"Il faut que les fonds pour l'imprimerie coopérative soient réunis dans le plus bref délai possible car le matériel que M. Cambier détient en ce moment pour et au nom du fournisseur et à la disposition de celui-ci va être repris au premier jour de sorte que le Combat devra cesser de paraître."

Cousaert avait donné la relation d'une réunion de la fédération du Centre où Loor avait déclaré qu'il pouvait compter sur l'aide du Borinage (2.000 francs) et de Charleroi (2.000 francs), ce qui n'était certainement pas vrai. (Rapport partie 22.VIII.1887, Cour d'Assises de Mons, Grand Complot, 1889, no. 6, dossier Sûreté).

Pourbaix (*ibidem*, rapport partie 10.VIII.1887) confirme la chose et dénonce Loor qui a fait "des traites fausses pour acheter son imprimerie."

Loor sera d'ailleurs condamné pour ce fait, ce qui explique son éclipse du mouvement socialiste pendant une année (L. POURBAIX, rapport partie du Centre, 26.III.1889, *ibidem*).

s'adresse alors à son neveu Georges, qui l'avait secondé en 1886 et qui poursuit ses études à l'Université Libre de Bruxelles. Il lui demande de reprendre le flambeau et de faire paraître un nouvel hebdomadaire, qui portera cette fois le nom, envisagé déjà par Léon en 1884 : *La République belge* (30).

Installé très aristocratiquement au 517 de l'avenue Louise, à Bruxelles, le nouvel hebdomadaire va, comme son titre l'indique, se consacrer surtout à la défense de la république. Prenant souvent parti, sur le plan international, pour la République française, il va être fréquemment en butte aux poursuites du Parquet (31). Les attaques fréquentes qu'il dirige contre la monarchie lui attirent la colère de la magistrature. Heureusement pour lui, Léopold II s'opposera à toute nouvelle poursuite du journal pour offense au souverain, qui, si elle se soldait par un acquittement, aurait donné beaucoup plus de poids encore à la propagande anti-royaliste (32).

L'aspect extérieur de *La République belge* confirme les caractéristiques de son contenu, qui s'éloigne plus des luttes ouvrières.

(30) Lettre de A. Defuisseaux à Meerschaut, Conreur et consorts, 2 octobre 1887, citée plus haut.

"Vous avez appris comment *Le Combat* que j'avais abandonné au comité réuni par Cambier, a dû cesser de paraître. Pour éviter le retour de semblables compétitions qui font un tort énorme à notre parti, j'ai fait appel au dévouement de mon neveu Georges Defuisseaux et nous avons pu fonder *La République belge* qui n'aura à lutter que contre le Parquet et la magistrature et sera à l'abri de toute division intestine. Ce journal s'imprimera et paraîtra dimanche prochain. Les circonstances que nous traversons sont très graves. Sous l'impulsion du Conseil général de Bruxelles, le mouvement ouvrier est devenu une machine bourgeoise qui ne peut plus que nuire au peuple."

(31) Voir note 6.

(32) Par exemple, le 26 octobre 1888, le ministre de la justice autorise le Parquet général à poursuivre *La République belge*, mais "sans y comprendre toutefois les offenses envers la personne du roi." (Lettre du 26 octobre 1888, A.G.R., P.G., 239 b).

En deux circonstances, les poursuites ont été effectives. Le numéro du 22 janvier 1888 paraît avec retard à la suite de la saisie des formes par le juge d'instruction Ketels (art. 299 du Code pénal). Le journal jusqu'alors avait été imprimé chez Fischlin, 13 rue du Damier à Bruxelles; ensuite la police n'avait plus réussi à identifier l'imprimeur. Georges Defuisseaux avait alors pris la responsabilité de l'édition.

Les 30 et 31 octobre suivant, des visites domiciliaires ont lieu chez G. Defuisseaux, pour des articles parus le 6 et le 14 octobre 1888. G. Defuisseaux refusa de désigner l'imprimeur. Cette affaire se mêla ensuite à l'instruction du Grand Complot. (*La République belge*, 29 janvier 1888 et 4 novembre 1888; *Dossier Defuisseaux*, A.G.R., P.G., 239 b).

Au titre d'une certaine élégance, s'est ajoutée la publication, en première page, de portraits de diverses personnalités, du roman d'Alfred Defuisseaux concernant le mouvement nihiliste en Russie, de larges placards publicitaires en faveur de journaux français, tels que *L'Intransigeant* et le *Cri du Peuple*. On y trouve aussi des annonces pour des livres d'occasion, vendus par Charles Minne, à Saint-Gilles et des réclames pour la Maison Louis, place Saint-Jean à Bruxelles, qui, en vantant ses costumes à 15,90 francs ne s'adresse visiblement pas à un public ouvrier.

La personnalité de Georges Defuisseaux y est évidemment pour beaucoup : on est très loin de la simplicité et de l'efficacité du *Catéchisme du Peuple*.

Nous n'avons, pour ce journal, aucune indication ni de tirage, ni de diffusion, si ce n'est une enquête faite par la gendarmerie de l'arrondissement judiciaire de Charleroi, à la demande du procureur du roi.

Le journal est vendu dans tous les cantons, mais "ne paraît pas produire d'effet"; il semble "n'avoir que peu d'influence" (à Châtelet, Morlanwelz, Gilly, Manage); "fort peu d'ouvriers lisent ce journal" (Fontaine-l'Évêque), il est "peu répandu et pas fort lu" (Marchienne-au-Pont). Il ne semble connaître qu'une diffusion relative à Morlanwelz (33).

Ce ne sont là évidemment que des indications relatives, mais on voit mal les raisons pour lesquelles la gendarmerie aurait sous-estimé l'influence possible, si elle avait été réelle, d'un journal que la justice essayait de poursuivre.

Georges Defuisseaux, dont la sincérité et la bonne volonté ne peuvent être mises en doute; mais que son origine bourgeoise et sa condition d'étudiant tenaient fort à l'écart des luttes ouvrières, a manifestement fait de *La République belge* un organe destiné plus à un public bourgeois ou issu des classes moyennes qu'à un public ouvrier (34). Il n'eut que peu d'écho au sein des masses ouvrières et

(33) Circulaire du procureur du Roi à Charleroi à l'adresse des commandants de brigade de gendarmerie, 9 octobre 1888; et les réponses lui adressées, A.G.R., P.G., 239 b.

(34) Au sein même du P.S.R., les récriminations ne manquent pas à l'adresse de G. Defuisseaux qui est accusé parfois d'autoritarisme ou de dilettantisme (Papiers G. Defuisseaux, Correspondance).

Dans les papiers Defuisseaux, une feuille comporte les noms des 18 personnes abonnées à la *République belge*, la plupart de Bruxelles et 4 au titre de service de presse.

ce manque de liaison efficace n'est pas étranger à l'échec de la grève générale de décembre 1888.

Cette orientation particulière explique la création d'un nouvel hebdomadaire dans le Borinage, *La Liberté*, organe de la démocratie du Hainaut. C'est Elisée Fauvieu qui en est l'inspirateur (35). Fauvieu, un des principaux militants borains, a tenté depuis les premières frictions, d'éviter la scission, il a défendu constamment des positions centristes entre le P.O.B. et le P.S.R.; c'est également dans cette perspective qu'il crée *La Liberté*, "socialiste dans le bon sens du mot, ne présentant et n'appuyant que des revendications justes et équitables... (écartant) dédaigneusement de (ses) colonnes tous les rêves insensés qui n'ont d'autre issue que la révolution, que pour but fatal l'anéantissement plus complet encore de la classe ouvrière... (voulant) le S.U., mais honnêtement, successivement par étapes... protégeant par dessus tout les coopératives, certain qu'elles produiront un bien immense dans la classe ouvrière" (36).

Aussi, lorsque Désiré Maroille aura compris les intentions de Fauvieu, *La Liberté* deviendra l'enjeu de la lutte de tendance entre les deux courants socialistes. Elle se termine en avril 1888 par la mise à l'écart de Fauvieu et la parution des premiers articles de Defuisseaux. Il s'agit donc là du premier organe socialiste exclusivement borain, dont la publication a été rendue possible par le soutien des principales coopératives : Wasmes, Frameries et Pâturages, mais soutien discret, qui n'apparaît pas dans les bilans qu'elles publient à la fin de l'année sociale.

L'assemblée fédérale du 7 juin 1888 en fait l'organe officiel des "ligues ouvrières et coopératives du Borinage" (39).

(35) FAUVIEU Elisée (Wasmes, 9 mart 1852-Wasmes, 26 novembre 1905) issu d'une famille de mineurs protestants, Fauvieu, mineur lui-même mais invalide partiel à la suite d'un accident de travail, a été employé au syndicat des mineurs du Nord de la France en 1883-84. Principal agitateur socialiste dans le Borinage en 1885-86, il est à l'origine de la création des premières coopératives de la région. Mis à l'écart de la direction de la fédération boraine en raison de son attitude lors de la scission, il fut conseiller provincial et bourgmestre de Wasmes avant de faire scission à son tour en 1903 en s'appuyant sur la mémoire de A. Defuisseaux. Il fut emprisonné à plusieurs reprises.

(36) *La Liberté* éditorial du premier no., 25 décembre 1887.

(37) MAROILLE Désiré (Frameries, 23 novembre 1862-Heer Agimont, 12 août 1919). Ouvrier mineur puis employé, D. Maroille fonde la coopérative de Frameries. Représentant d'A. Defuisseaux dans le Borinage, il est un des principaux dirigeants de la fédération boraine puis des fédérations régionales et nationale des mineurs. Bourgmestre de Frameries et député de 1894 à sa mort.

(38) Mention manuscrite sur le no. 2 de la collection Georges Defuisseaux.

(39) *La Liberté*, 14 juin 1888.

"Les sociétés fédérées sont tenues de faire une active propagande en faveur de cet organe et de lui procurer des renseignements locaux."

Ensuite, *La Liberté* est administrée par le Comité fédéral, auquel est adjoint un représentant de chaque commune qui a adhéré à la reprise du journal (seule la coopérative de La Bouverie s'y est opposée).

Les deux rédacteurs effectifs sont Elisée Fauvieu et Désiré Maroille; J. Urbain et F. Gérard y rédigent de temps à autre un article, ainsi que Philippe Dufrasne, sous le pseudonyme d'Adolphe (40). Les sociétés coopératives sont obligées de fournir un vendeur et une correspondance locale chaque semaine (41); mais Frameries, par l'intermédiaire du Comité fédéral, a désormais la direction du journal.

Celui-ci soutient fermement le Parti Socialiste Républicain, sur lequel il s'est aligné depuis le mois d'avril et condamne, en septembre 1888, les positions d'Elisée Fauvieu favorables au P.O.B.

La Liberté, apparaît ainsi comme l'organe du socialisme républicain dans le Borinage et sa polémique sera principalement dirigée contre le P.O.B. à partir d'avril 1888 (42).

C'est un hebdomadaire qui tente de remplir sa tâche de propagande et d'information régionale. Il ne défend aucune revendication préférentielle et les articles de fond qu'il comporte en première page sont souvent suscités par les événements. Ainsi, par exemple, les attaques contre Léopold II et contre la royauté apparaissent, mais seulement lors de la manifestation républicaine de Houdeng-Goegnies ou lors de la dénonciation d'un éventuel traité

(40) DUFRASNE, Philippe (Wasmes 1862-Wasmes 1909). Ouvrier mineur, puis employé. Blessé dans un accident de la mine, Dufrasne est resté boîteux; employé à la coopérative de Wasmes, il se brouilla avec Fauvieu et rejoignit la tendance Maroille. Il fut également conseiller communal à Wasmes et conseiller provincial.

URBAIN, Jules (Frameries 1861-?), ancien mineur licencié à cause de ses opinions, cabaretier et marchand ambulant, président de la coopérative de Frameries et président de la fédération boraine, c'est un adjoint de D. Maroille. GERARD, Fabien (Chapelle à Wattines 1819-Wihéries 1892) ancien mineur, vendeur de journaux, Gérard a été membre de l'association Internationale des travailleurs, c'est le seul militant borain dans ce cas.

(41) *Résolution de l'Assemblée fédérale du 2 septembre 1888, La Liberté*, 9 septembre 1888.

(42) *La Liberté*, 15 avril 1888; 22 avril 1888 et 29 avril 1888 (notamment).

secret avec l'Allemagne (43); il prend position pour le service militaire personnel, mais à l'occasion de manifestations contre le tirage au sort. Seuls les articles généraux concernant la condition ouvrière et la nécessité d'améliorer le sort des mineurs sont publiés assez régulièrement, sans qu'il doive y avoir de motivation extérieure.

Au début de sa parution, la première page comporte même un Bulletin politique, qui reprend de courtes nouvelles de politique étrangère. Le reste du journal est, par la force des choses, consacré le plus souvent, à l'actualité régionale.

A partir de juin 1888, Alfred Defuisseaux y collabore, ce qui vaut au journal de publier (nous dirions presque, évidemment) quelques articles sur la grève noire (44) et de manifester, mais rarement, ses sentiments favorables à la France.

Par contre, après le Congrès de Châtelet et l'arrestation des principaux militants du P.S.R., J. Urbain se charge de la publication du journal et atténue très fortement le ton de son contenu. Il ne publie plus que des articles fort peu engagés, qui contiennent le moins d'implications politiques possible, mis à part les informations relatives à l'instruction du Grand Complot. Tout contact avec Defuisseaux est rompu (45).

Aussi lorsque Pierre Loor fut pressenti (selon lui) par certains militants et certains avocats du Grand Complot pour faire reparaître un hebdomadaire, il trouva immédiatement appui auprès des militants borains.

La fusion de *La République belge* et de *La Liberté*, donna naissance à *La République*, organe hybride, modéré et prudent, qui fut un journal de transition fort pâle quand on le compare à ses

(43) *La Liberté*, 9 septembre 1888; 29 juillet 1888; 5 août 1888; 30 septembre 1888.

Ces attaques ne peuvent en rien être comparées aux critiques violentes et acerbes qui abondent à ce moment dans *La République belge*.

(44) *La Liberté*, 3 juin et 10 juin 1888.

(45) Lettre de Paul Conreur à son frère Hector, Bondy, 23 janvier 1889 (Papiers Conreur) : "Nous y avons écrit à *La Liberté* mais Urbain n'a pas répondu et nous n'avons pas reçu le journal. Craignent-ils de se compromettre. Il y a bien lieu de le croire depuis que nous avons lu la lettre de Marolle, nous pensons que ce serait inutile de relever le mouvement par ce journal, c'est triste et désespérant, mais c'est ainsi."

prédécesseurs (46).

(46) La parution de ce nouvel hebdomadaire se fait dans des circonstances troubles où il est de nouveau question de Léonard Pourbaix qui n'était pas inculpé et qui a continué son activité pendant la longue instruction du procès.

Pierre Loor a écrit à Alfred Defuisseaux qu'il avait été sollicité par des compagnons et des avocats du procès pour faire paraître *La République*, fusionnée avec *La Liberté*, et que des coopératives boraines lui avaient fourni de l'argent à cet effet.

Alfred lui a répondu qu'il était libre de faire paraître un journal, mais que dans l'intérêt des prévenus, il n'y collaborerait pas. (Lettre de Paul Conreur à son frère Hector, Bondy, 7 avril 1889.)

Les exilés de Paris sont persuadés qu'il s'agit d'une nouvelle provocation policière. Ils ont d'ailleurs télégraphié à l'imprimeur Delattre (Wasmes) :

"Nous vous interdisons formellement faire usage nom Defuisseaux dans nouveau journal République fondé par police contre prévenus de Mons, sous peine dommages et intérêts." Et ils ajoutent : "Nous n'avons rien de commun avec le journal que Loor et Pourbaix ont fait paraître, c'est une manoeuvre policière contre le P.S.R." (textes in Papiers Defuisseaux, publiés partim par W. THIBAUT, *op. cit.*, p. 160).

On savait effectivement qu'après les arrestations de décembre, Pourbaix avait été chez Loor (Lettre de Paul Conreur à son père, Bondy, 7 janvier 1889).

Pourbaix semblait par ailleurs parfaitement au courant des tractations qui ont précédé la parution de *La République*; mais, si ce n'est la présence menaçante de Pourbaix, rien ne vient étayer cette accusation contre le journal, ni contre Pierre Loor que W. THIBAUT, *op. cit.*, p. 106, accuse de mouchardage. ("Pierre Loor, qui s'était spontanément offert à moucharder le parti...")

Pierre Loor, qui n'était pas un pur esprit (nous espérons pouvoir traiter de cette question dans un article prochain) a en effet spontanément remis au magistrat instructeur un rapport détaillé sur ses activités à la tête de la Fédération des ligues du Centre lors de son arrestation en mai 1887, mais il s'agissait là pour lui de démontrer son rôle pacifique à la tête du mouvement et pas du tout dans le but de le dénoncer ou de le trahir (A.G.R., Cour d'Appel, II, 719). L. COLLARD, *op. cit.*, p. 70, le présente au contraire comme "un bon militant" qui fut ensuite gérant de la maison du Peuple à Cuesmes (ce que nous n'avons pu vérifier).

Dans ses rapports à la Sûreté, Pourbaix relate qu'il a été décidé de faire paraître la *République*, lors d'une entrevue avec Pierre Loor et Des Essarts, directeur-propriétaire du *Journal de Charleroi*. Pierre Loor peut compter également sur l'appui de Georges Lorand, de *La Réforme* ("De commun accord avec la direction de la Réforme, on exploitera la question de la nation armée.") Pourbaix poursuit : "il est résulté des différentes réunions qui ont eu lieu que le journal *La République* paraîtrait le 7 avril prochain... De l'avis de Janson, Bogaert, etc., défenseurs des accusés, il faudra être très calme avant le prononcé du jugement. Janson dit entre autres qu'il faut s'efforcer à démontrer que la grève générale est un moyen violent peut-être mais légal, qu'une *grève générale* n'est pas un complot. Le journal aura pour directeur A. Defuisseaux, pour éditeur Pierre Loor...". "Pierre Loor a écrit aujourd'hui à Alfred Defuisseaux sur l'instigation de Des Essarts, il a adressé sa lettre à Gabriel Marchi... cette lettre lui parle de son entretien avec diverses personnes, de son acceptation à être à la tête du journal." (C.A. Mons, Grand Complot, 1889, no. 6, dossier Sûreté).

Il faut se méfier de ce que raconte Pourbaix, qui n'était pas exempt de

Peu soucieuse de s'attirer les foudres du Parquet, *La République* se contente d'articles généraux sur le socialisme et sur la grève générale légale, comme l'avait conseillé Paul Janson.

Mais c'est surtout l'instruction du procès du Grand Complot, puis le procès lui-même qui lui fournissent une bonne partie de sa matière. Le journal, dont le titre rappelait trop celui qui l'avait précédé, disparaît à la fin du mois d'août 1889, au moment où la Fédération boraine réadhère au P.O.B., pour faire place à un nouvel organe : *La Bataille*. Elle a pour objet la réconciliation des deux partis (47) : "Nous espérons", déclare l'éditorial, "que tout le monde comprendra cette vérité et que la scission, la division dans les rangs socialistes disparaîtra complètement pour faire place à une entente solide, à une union formidable, capable de balayer bientôt nos conservateurs catholiques, libéraux et capitalistes" (48).

La Bataille est une feuille exclusivement boraine, elle émane directement des coopératives de Frameries, Jemappes et Cuesmes. En dépit de la participation de Fauvieu à la rédaction du journal, la coopérative de Wasmes n'apparaît pas dans sa direction.

Les nouvelles publiées sont, dans les premiers numéros, centrées sur le Borinage, mais peu à peu elles s'étendent également aux bassins du Centre et de Charleroi. Il s'agit donc, à peu de chose près, de la reconduction de *La Liberté*.

L'élargissement dans l'aire géographique de ses informations va de pair avec un élargissement dans la composition de sa rédaction. Sollicité par Maroille et Conreur, Alfred Defuisseaux, après une année de silence, reprend la lutte et collabore au journal : "Vous me

mythomanie, mais les détails qu'il donne ici se recourent, d'autant plus que *La Réforme* et le *Journal de Charleroi* ont toujours parlé avec sympathie du P.S.R. et de Defuisseaux et que ce dernier était lié avec Des Essarts, avec qui il entretenait une correspondance suivie.

Le 15 juin 1888, Defuisseaux écrivait d'ailleurs à Laloï (C.A. Mons, Grand Complot no. 6, 1889, dossier Sûreté) : "Je lis avec plaisir dans votre dernière lettre que Delwarte est partisan de l'affiliation des verriers au Parti S.R. Des Essarts, lui aussi, approuve cette affiliation, son appréciation m'est précieuse car Des Essarts est doué d'un grand tact politique, il connaît à fond la population bourgeoise de Charleroi et se déclarerait ouvertement des nôtres, si des circonstances impérieuses ne le retenaient."

Les appuis que Loor semblait avoir obtenu n'ont pas suffi à briser la méfiance d'Alfred Defuisseaux dont le moral est durement atteint durant cette période.

Jules BUFQUIN DES ESSARTS (Charleroi, 22 janvier 1849-La Rochelle, 11 septembre 1914). Directeur-propriétaire du *Journal de Charleroi*. Sénateur provincial du Hainaut de 1894 à 1895. (P. VAN MOLLE, *op.cit.*, p. 30).

(47) *La Bataille*, 8 septembre 1889, *Notre programme*.

(48) *Ibidem*.

conviez à la Bataille, j'y cours. Aussi bien l'inaction me pèse. Entouré des miens, je me sens une ardeur nouvelle", écrit-il à Paul Conreur (49).

Son premier article paraît le 16 mars 1890, il concerne "l'Union de la petite bourgeoisie et des ouvriers", thème qui correspond, chez Defuisseaux, à une nouvelle orientation politique (50). Dès le 6 avril 1890, il remplit à nouveau les fonctions de "directeur politique" du journal; le 31 août un comité de rédaction est composé de A. Defuisseaux, H. Roger, D. Maroille, E. Auquier, J. Urbain, J. Meillaert, E. Fauvieu et Ph. Dufrasne (51).

(49) A. Defuisseaux à P. Conreur, 17 février 1890, Papiers Conreur.

(50) Ibidem : "Nous venons, depuis un an, d'assister à une évolution politique qui doit *modifier notre plan de campagne* (souligné par nous). Je flairais cette évolution, aussi pour ne pas l'entraver me suis-je tenu muet. Cette évolution est celle de la petite bourgeoisie. Elle paraît comprendre aujourd'hui que ses intérêts sont intimement liés à ceux du peuple. Elle est sur la pente du socialisme, il faut l'y pousser un tout petit peu et la victoire est à nous. Que pourront nos maîtres quand ils auront contre eux le peuple et la petite bourgeoisie.

(51) ROGER, Henri-Charles-Nicolas-Amédée. (Bruxelles, 25 juillet 1861-Quaregnon, 9 décembre 1917), instituteur à la ville de Bruxelles, il est invité à donner sa démission le 27 juin 1887 pour avoir "compromis la dignité de ses fonctions et manqué à ses devoirs professionnels." (absences injustifiées et dettes contractées dans des conditions inadmissibles chez un instituteur). Il réside à Quaregnon depuis le 27 août 1890, venant d'Auderghem, mais il semble bien qu'en fait il vit encore à Bruxelles durant plusieurs années. Tribun violent et caustique, Roger va se tailler un fief, à Quaregnon précisément, la commune houillère la plus populeuse où aucun militant ne s'était encore révélé.

Roger deviendra éditeur responsable de la *Bataille*, le 21 septembre 1889 alors que Maroille doit restreindre ses activités à cause d'une santé précaire (borgne, D. Maroille souffrait de cataracte à l'oeil valide). Député de 1894 à 1900, il est bourgmestre f.f. de Quaregnon.

A.G.R., Cour d'Appel Bruxelles, II, 1891, no. 77 et 80 (et en particulier une lettre du collège des bourgmestre et échevins de la ville de Bruxelles au procureur du Roi à Bruxelles, 16 décembre 1890 (no. 80). Aux A.V.B., il n'y a plus rien concernant Roger (communication de Melle Martens); Lettre d'Alfred Defuisseaux à G. Defuisseaux, 20 mars 1893, P. VAN MOLLE, *op.cit.*, p. 284.

MEILLAERT, Jean est un des dirigeants du Club démocratique belge à Paris en 1890, il envoie des articles à *La Bataille*, il rentre à Bruxelles à la demande d'Alfred Defuisseaux pour y prendre la direction de *La Bataille* à la fin du mois de septembre 1890 (le journal s'installe à Bruxelles le 12 octobre 1890, rue d'Isabelle).

Lettre d'Alfred Defuisseaux à G. Defuisseaux, le Raincy, 24 septembre 1890 : "Je vous présente mon ami Jean Meillaert qui rentre à Bruxelles pour y soutenir le bon combat à côté de vous et de nos amis. (Il)... est de tout coeur avec nous et apportera à notre cause un dévouement sans bornes. Il a accepté la délicate et périlleuse mission de diriger *La Bataille* à Bruxelles."

Il est à noter que ce déménagement de *La Bataille* à Bruxelles, bien qu'il y ait eu

Cette rédaction, qui groupe un nombre non négligeable de militants, donne évidemment plus de poids au journal et Alfred Defuisseaux décide alors de tenter, une fois de plus, d'en étendre l'influence à tout le pays; il renoue ainsi avec l'espoir de jouer un rôle sur le plan national. C'est la raison pour laquelle *La Bataille* installe ses bureaux à Bruxelles. "Pendant un an et demi, la Bataille, sous la courageuse impulsion de Maroille, de Fauvieu... soutint une lutte ardente." ... ils "ont compris que La Bataille devait élargir son centre d'action, sortir du Borinage pour rayonner dans la Belgique entière. C'est pourquoi La Bataille a été transférée à Bruxelles d'où elle se répandra, en même temps, à la même heure, de Verviers jusqu'à Quiévrain, d'Arlon jusqu'à Ostende, portant partout la bonne parole socialiste, réveillant les courages, les préparant à l'action, disant enfin aux malheureux opprimés que l'heure de la lutte suprême va sonner et que chacun doit être prêt à se jeter résolument dans la grève noire, dans la grève générale, notre seul salut" (52).

Deux thèmes sont au centre des préoccupations du journal : la lutte pour le suffrage universel, qui reprend de plus belle après la réconciliation des deux courants socialistes, et l'appel au ralliement de la petite bourgeoisie.

Bien que modérée, tout au moins au début de son existence, *La Bataille* est attentivement surveillée par la magistrature qui tente de mettre à profit la première occasion, non politique, pour provoquer sa disparition (53). Ce sera chose faite à la suite d'un article mettant en cause, sans le nommer, un conducteur des travaux du charbonnage du Nord du Flénu (Ghlin). Le conducteur en question, ainsi qu'un ingénieur, obtiennent chacun, devant le Tribunal correctionnel de Mons, 1.500 francs de dommages et intérêt. Dans l'incapacité de les

des raisons politiques, suit de près le retrait de D. Maroille et son remplacement par H. Roger.

AUQUIER Emile dit Virgile (Frameries 1857-?), boutiquier et voyageur de commerce, secrétaire de la fédération boraine.

(52) *La Bataille*, 12 octobre 1890.

(53) Le journal est régulièrement envoyé par la police de Wasmes au procureur général à Bruxelles. Elle en demande le paiement et fait remarquer que le journal "est imprimé à Bruxelles en un nombre plus considérable d'exemplaires qu'à Wasmes."

Le journal aurait donc été imprimé à Wasmes et à Bruxelles à partir d'octobre 1889, ce qui devait poser des problèmes pratiques mais se concevait dans la mesure où l'administration installée à Bruxelles devait faciliter son expansion dans tout le pays. Le seul imprimeur renseigné dans *La Bataille* reste jusqu'à sa disparition Th. Delattre.

payer, le journal *La Bataille*, doit se résoudre à disparaître (54).

Après cet échec, le Borinage, qui prend décidément le relais chaque fois que des tentatives plus larges avortent, reprend la publication d'un nouvel hebdomadaire, se limitant à des objectifs plus régionaux.

C'est Elisée Fauvieu qui, en raison de la retraite momentanée de Désiré Maroille pour des raisons de santé, se charge du *Droit du Peuple*.

H. Roger avait en effet annoncé la parution de ce nouvel organe par voie de circulaire, mais il semble bien que cette création ne se soit pas faite sans conflit ni tension. "C'est après avoir attendu quatre longues semaines que nous nous sommes décidés à créer le *Droit du Peuple*", écrit Fauvieu... "Le citoyen Roger nous a bien fait parvenir la liste des abonnés à *La Bataille*, mais cela ne suffit pas, il nous faut des comptes en règle, ce que nous n'avons pu obtenir après quatre réunions de comité." (55).

Le Droit du Peuple, qui paraît à partir du 14 mars 1891, va être, par opportunité politique, un organe centré presque uniquement sur la question de la révision constitutionnelle et sur la grève générale, en gestation dès le mois d'avril.

(54) A ce sujet voir la correspondance entre le procureur du Roi à Mons et le procureur général en décembre 1890 et janvier 1891, A.G.R., P.G., 226 b.

Le 22 décembre 1890, le procureur du roi explique que l'inspirateur de l'article trouve que les faits ont été exagérés dans cet article, néanmoins le procureur pense qu'il faudrait ouvrir une instruction à charge de Laurent (conducteur des travaux). Le procureur général (26 décembre) estime que les imputations à charge de Laurent ne sont pas suffisamment établies.

Le procureur du Roi (18 janvier 1891) explique que la rédaction du journal est prête à retracer les imputations mensongères. Rien n'y fit : le Tribunal de Mons, par jugement du 24 janvier, condamna le défendeur (J. Meillaert) à payer à chacun des demandeurs 1.500 francs et à publier l'énoncé du jugement dans le mois qui suit la signification du jugement. Le défendeur est en outre condamné aux frais envers toutes les parties (lettre du 26 janvier 1891). Deux semaines après, le journal disparaissait. Il n'y eut pas de recours en appel.

Au mois d'avril 1890, en réponse au procureur général, le procureur du Roi estimait que des poursuites contre un article de Fauvieu (*La Bataille*, 20 avril 1890), intitulé *Debout, travailleurs !*, étaient inopportunes à la veille de la manifestation du 1er mai. Poursuivre Fauvieu provoquerait peut-être du mécontentement et donnerait à l'article une portée qu'il ne peut avoir (Lettre du 24 avril 1890, A.G.R., P.G., 227). Ces conseils de prudence ont été suivis et aucune suite n'a été donnée à cette affaire.

(55) *Le Droit du Peuple*, 12 avril (1891), *Aux abonnés de la Bataille*.

Son existence fut brève : le 5 juillet, il disparaît (56). Mais peu après, la Fédération boraine décide de reprendre la publication d'un hebdomadaire dont Fauvieu reste toujours l'éditeur et Philippe Dufrasne l'administrateur (57).

C'est, le 13 septembre 1891, *Le Cri du Peuple* qui succède au *Droit du Peuple*; les deux numéros qui sont parvenus jusqu'à nous ne peuvent suffire pour en faire une analyse. Notons cependant qu'ils offrent l'image d'une feuille assez quelconque, sans particularité bien précise.

La parution du *Cri du Peuple* provoque des difficultés au sein même de la Fédération boraine, d'autant plus qu'en France, Alfred Defuisseaux n'a pas perdu l'espoir de fonder un journal dont l'influence dépasserait des limites régionales et qui, cette fois, serait

(56) *Le Droit du Peuple* disparaît à cause de la condamnation de Fauvieu à 3 mois de prison (*Le Suffrage Universel*, 13 février 1892) à la suite de poursuites contre un article de A. Defuisseaux.

A l'Assemblée fédérale du 12 juillet 1891, 100 francs sont votés pour faire réparer le journal.

(57) Assemblée plénière de la Fédération boraine, 30 août 1891, Archives Fédération P.S.B., Mons.

L'assemblée vote un subside de 400 francs pour la réparation du journal, Fauvieu aura 9 francs par semaine, Dufrasne, 11 francs.

Le comité administratif est composé de Maroille, F. Delbauve, A. Brenez et J. Harvengt.

BRENEZ, Alphonse. (Hornu, 7 novembre 1862-Hornu, 14 novembre 1933). Ancien ouvrier mineur, porion. Il a travaillé en Amérique du Nord de 1880 à 1889; rentré en Belgique, il reprend le travail de la mine et réside à Wasmuël. L'année suivante, on le voit apparaître dans le mouvement ouvrier, il milite plus particulièrement à Hornu où, grâce au paternalisme social des charbonnages du grand Hornu, le mouvement social était inexistant, malgré des salaires sensiblement moins élevés que dans les grands charbonnages du Borinage oriental. Brenez sera l'adjoint de Roger lors des tentatives de constitution d'un syndicat régional des mineurs. Brenez qui est député de 1894 à 1932, sera également bourgmestre d'Hornu après la guerre.

DELBAUVE, Fulgence. Ouvrier mineur, membre du comité du syndicat et de la caisse de secours de Wasmes. Il fera partie désormais du personnel dirigeant de la fédération boraine dont il est le trésorier jusqu'à la grève générale de 1893, il est ensuite obligé de quitter la région pour chercher du travail dans le Nord de la France.

HARVENGT, Julien. (Boussu, 23 avril 1958?). Ouvrier mineur à Quaregnon. Il apparaît également en 1890 et devient le bras droit de Roger. C'est un personnage violent (il a été condamné 9 fois, de 1880 à 1896, pour coups, outrages et injures.) Il se consacre à la formation du syndicat des mineurs. Après la grève de mai 1891, il est renvoyé de son charbonnage. (A.G.R., Cour d'Appel, Bruxelles II, 1891, no. 80; Assemblée de la Fédération boraine, 21 juin 1891...).

quotidien (58). Aussi, à mesure que ce projet se précise et que la création d'un tel journal est même annoncée avec certitude, Fauvieu essaie d'obtenir que l'hebdomadaire qu'il dirige continue à paraître, parallèlement au quotidien.

Mais *Le Cri du Peuple* est imprimé à Liège, ce qui complique considérablement sa réalisation et permet, le cas échéant, de l'entraver. On ne peut en effet s'empêcher de considérer comme une "coïncidence" troublante le fait que la copie, nécessaire à la parution du dernier numéro du *Cri du Peuple*, mise à la poste "avant 7 heures" par Maroille et Roger, dont les différents avec Fauvieu ne sont pas nouveaux, ne soit jamais parvenue chez l'imprimeur. Ce retard allait non seulement empêcher la publication du numéro, mais encore précipiter la disparition de l'hebdomadaire (59).

(58) A plusieurs reprises dans ses lettres, Alfred Defuisseaux parle de son espoir de fonder un quotidien, pour lequel il espérait d'ailleurs trouver des appuis en France.

Voici entre autres, le passage d'une lettre adressée par A. Defuisseaux aux membres du Conseil général du P.S.R. (Nice, 29 mai 1888, C.A. Mons, 1889, Grand Complot no. 6, dossier Sûreté).

"Je fais en ce moment de grands efforts pour créer un grand journal quotidien, format de la Réforme. Je le livrerais à 3 centimes à toutes les ligues et coopératives, mais à la condition qu'elles prendraient chacune 50 numéros au moins, se chargeraient du paiement et de la distribution. Vous comprenez, mes amis, toute l'importance de cette création, au point de vue de la propagande. Seulement, il faut l'aide des ligues. J'aurais dans chaque centre un correspondant payé, un à Charleroi, un dans le Centre, Liège, Borinage, etc. qui enverraient chacun un article par semaine. Pour commencer les appointements ne seraient pas excessifs, mais en les acceptant, si maigres qu'ils puissent être, nos collaborateurs se dévoueraient à la cause. Bien plus, ils formeraient un noyau de conférenciers; chaque dimanche, ils rayonneraient dans toute la Belgique."

Il s'agit là d'un plan idéal, dont Defuisseaux semble être coutumier mais qui, pratiquement, aurait rencontré énormément de difficultés. Laloï qui a fourni la copie de cette lettre le note d'ailleurs en marge : "N.B. Ce journal aura de la peine à prendre, on trouvera difficilement 50 abonnements par groupe."

Le même thème est abordé dans une lettre à Paul Conreur, 27 janvier 1888 (Papiers Conreur).

Dans sa conception financière, Defuisseaux demandait en réalité aux différents groupes "une avance sur marchandise", car il était pratiquement certain que très peu d'ouvriers souscriraient à un abonnement pour un quotidien à 5 ou même 3 centimes. Les journaux de ce type n'ont jamais eu beaucoup d'abonnés, exceptés quelques "bourgeois".

En novembre 1891, Maroille s'est rendu à Lille pour y rencontrer Alfred Defuisseaux et mettre au point la parution du *Suffrage Universel* quotidien.

(59) Comité fédéral, 29 novembre 1891.

Assemblée plénière, 6 décembre 1891 (Archives P.S.B., Mons).

Le premier numéro du *Suffrage Universel* quotidien paraît le 27 décembre 1891. Il résulte de la fusion du *Cri du Peuple* et de l'hebdomadaire *Le Réveil*, publié à Seraing par A. Smeets. "Comme ses devanciers... (le) nouveau journal combattra à l'avant-garde du Parti Socialiste. Tandis que le *Vooruit* à Gand et dans les Flandres, le *Peuple* à Bruxelles et dans les grandes villes, actionnent plus particulièrement les populations urbaines, le *Suffrage Universel*, lui, s'adressera plus spécialement aux ouvriers de la grande industrie, aux travailleurs de la houille, du fer et du verre" ... mais aussi à la petite bourgeoisie pour "lui faire comprendre que ses intérêts sont intimement liés à ceux des travailleurs et non à ceux de la haute bourgeoisie capitaliste", écrit Alfred Defuisseaux en présentant le journal.

Son programme sera celui du P.O.B., son cri de ralliement : "*Tout pour le S.U. ! Demain : Tout par le S.U.*" (60).

Le nouveau quotidien est rédigé par les anciens collaborateurs du *Cri du Peuple* et du *Réveil*, auxquels se sont adjoints "quelques courageux journalistes de profession qui donneront l'impulsion au journal et le rendront attrayant".

Parmi ces derniers, nous trouvons la signature de Gabriel Marchi, "...heureux de venir annoncer à (ses) lecteurs d'autrefois qu'il va aux côtés de Defuisseaux recommencer la campagne... abandonnée dans de bonnes mains, puisque les rédacteurs du *Peuple* l'ont continuée avec vaillance et acharnement" (61).

En dépit de cette apparente entente entre les organes socialistes, il n'est pas hasardeux de penser que la création du *Suffrage Universel* n'était pas de nature à plaire dans les milieux dirigeants du P.O.B.

Defuisseaux avait pourtant, dans son premier numéro, multiplié les précautions, en écrivant à plusieurs reprises que le *Suffrage Universel* prenait place aux côtés du *Peuple* et de *Vooruit*, pour lutter et faire triompher le socialisme; il avait pris soin de préciser que le nouveau quotidien s'adressait à une autre catégorie de lecteurs que les deux précédents. Les premiers numéros contiennent d'ailleurs des annonces publicitaires pour le *Peuple*, le *Vooruit* et *De Werker*.

(60) *Le Suffrage Universel*, 27 décembre 1891, *Notre journal*, par A. Defuisseaux.

(61) *Ibidem*, *Au Revoir*, par G. Marchi.

MARCHI Gabriel (Ajaccio 1849-Ajaccio 1904) journaliste français, directeur de l'organe démocrate *Le National Belge* (1881-1884) fut expulsé de Belgique à la suite de l'agitation républicaine de l'automne 1884. Marchi fait partie du milieu "républicain révolutionnaire" fréquenté par Defuisseaux à Paris.

Il avait donc l'espoir et la volonté de s'insérer dans les rangs des organes socialistes existants.

Mais à la même époque, le *Peuple* lançait lui-même une nouvelle tentative pour augmenter sa diffusion : non seulement il agrandissait son format, mais surtout il commençait à publier, à partir du 13 décembre 1891 (soit deux semaines avant la naissance du S.U.), l'*Echo du Peuple*, petite doublure à 2 centimes destinée à un public plus large (62). Dans ces conditions, l'apparition du *Suffrage Universel*, a dû être jugée malencontreuse.

Mais le *Suffrage Universel* ne parvint jamais à atteindre un tirage suffisant pour s'imposer et cessa de paraître, quelques mois à peine après sa création (63).

Durant sa brève existence, la lutte en faveur du suffrage universel constitua le thème principal de sa propagande. D'allure générale, le journal semble plus destiné à la petite bourgeoisie qu'à la classe ouvrière. Bien que de nombreux articles concernent les mineurs, le travail dans la mine, qu'il contienne des rubriques régionales relatives au mouvement ouvrier, la plus grande partie de son espace rédactionnel est consacré aux rubriques traditionnelles de la presse à cette époque (64).

(62) En 1887, le tirage du *Peuple*, n'était que de 7.000 exemplaires (L. BERTRAND, *Les débuts du Peuple; Foyer populaire*, 1er janvier 1907). L'*Echo du Peuple*, eut d'emblée plus de succès; en 1892, si le *Peuple* ne tire plus qu'à 4.450 exemplaires, l'*Echo*, lui, est tiré à 12.467 exemplaires. Si l'on tient compte, dans ce chiffre, des lecteurs du *Peuple* passé à l'*Echo*, cela fait encore un succès indéniable pour la doublure dès sa première année. (*Compte-Rendu du XIe Congrès du P.O.B.*, avril 1895, p. 31).

(63) Comité fédéral, 17 juillet 1892.

Le dernier numéro conservé dans la collection (très incomplète puisque après les 6 premiers numéros, il n'y en a que 6 autres,) est daté du 15 avril 1892. Il semble avoir existé jusqu'en 1892, mais ce qui est sûr, c'est que le 17 juillet, il avait disparu depuis quelques temps déjà.

(64) Un exemple, pris au hasard : le numéro du 3 avril 1892 comprend l'éditorial habituel d'Alfred Defuisseaux, des articles sur la situation ouvrière (*Aux 1.400 grévistes du Centre, La surveillance spéciale des travaux dans les mines*, par J. CALLEWAERT) et une chronique industrielle de Paul CONREUR en première page. Le reste du journal présente un aspect de "remplissage" à l'usage de la petite bourgeoisie : deux chroniques de nouvelles de l'extérieur (*Situation extérieure, Ce qui se dit*), et un article consacré à l'attentat anarchiste de la rue de Clichy à Paris, une rubrique des faits divers et une rubrique *De tout par tous*, un article de variété sur la nature assoupie, par Maurice de SOUILLAC, une Chronique des Tribunaux (*L'assassinat de Haine Saint-Pierre*), un Bulletin théâtral bruxellois et la liste des spectacles à Bruxelles. On y trouve encore l'état-civil de Bruxelles, deux feuilletons, *Les faussaires de la mort* et *Le Secret de la favorite*, et, pour couronner le tout, le Bulletin quotidien de la Bourse de Bruxelles.

Dès le début en effet, le *Suffrage Universel* avait affirmé son intention, difficile à réaliser, de s'adresser à deux publics aussi différents que la classe ouvrière de la grande industrie et la petite bourgeoisie. De toute évidence, à travers les quelques numéros conservés, c'est vers cette dernière que le journal s'est surtout tourné. Et là, auprès de cette catégorie de lecteurs, il devait se heurter nécessairement à d'autres organes, déjà bien implantés, tels que *La Réforme* ou *La Chronique*. Cet échec n'est donc pas étonnant; il n'empêcha pourtant pas la renaissance du *Suffrage Universel* au mois d'août de la même année, mais cette fois à nouveau sous forme d'hebdomadaire, et à nouveau dans le Borinage.

Le Conseil général du P.O.B., désireux de développer la presse socialiste dans toute la Wallonie, après la création de l'*Echo du Peuple*, essaie, dans le courant de l'année 1892, d'obtenir une collaboration plus efficace et plus active des fédérations régionales, de la Fédération boraine en particulier.

Cette collaboration lui semble d'autant plus nécessaire que la presse catholique répand à profusion dans les bassins industriels du Hainaut deux petites feuilles à deux centimes, spécialisées dans la lutte contre le socialisme : *Le National*, doublure du *Patriote* (depuis avril 1891) et le *Pays Wallon*.

Il faut dire que la situation des organes officiels du P.O.B. dans le Borinage est désastreuse; voici le tableau qu'en dresse Gustave Defnet :

	<i>Le Peuple</i>	<i>L'Echo du Peuple</i>
Wasmes	6 exemplaires	125 exemplaires
Cuesmes	15 exemplaires	200 exemplaires
Boussu	6 exemplaires	37 exemplaires
Quaregnon	25 exemplaires	100 exemplaires
Mons	5 exemplaires	.
Autres communes	néant	néant
	57 ex. par jour	462 ex. par jour

Il faut ajouter une diffusion "en pointe" du *Peuple* à Frameries qui se vend, respectivement le samedi à 300 exemplaires, et le dimanche, à 530 exemplaires (65).

(65) Comité fédéral, 17 juillet 1892.

Il faut noter ici qu'à Frameries, une diffusion efficace est organisée et correspond, grosso modo, à l'état des forces socialistes dans la commune; mais il est nécessaire de souligner qu'il s'agit là d'une diffusion hebdomadaire. La fin de semaine est, nous l'avons déjà dit, plus propice à la fois à la diffusion et à l'achat de journaux.

Le tableau confirme qu'une région ouvrière restait à cette époque réfractaire,

Pour tenter d'améliorer cette situation, le Conseil Général propose de répondre aux critiques formulées en province concernant l'aspect trop bruxellois des deux quotidiens du P.O.B. et d'y introduire des rédacteurs régionaux.

Defnet propose les noms "d'orateurs et chefs habituels" Maroille, Fauvieu, Bastien, Roger (Léon Defuisseaux avait été prié, mais en vain, il a refusé à cause de son état de santé déficient). En suggérant cette mesure, le Conseil général espérait ainsi donner satisfaction au particularisme régional.

Mais immédiatement surgit le nom d'Alfred Defuisseaux, proposé par Fauvieu, puis par Dufrasne, Harvengt, Vanderauwera (Cercle socialiste de Mons). Audin, qui appuie cette proposition, explique qu'il a lui-même fait du colportage pour le *Peuple* dans "trois villages" et que si la plupart des gens refusent d'acheter ce quotidien, c'est parce qu'Alfred Defuisseaux n'y écrit pas (66).

Mais pour les dirigeants du P.O.B., Alfred Defuisseaux reste toujours un collaborateur indésirable, et Defnet oppose immédiatement plusieurs raisons pour rejeter sa participation :

- Alfred Defuisseaux était directeur du *Suffrage Universel* et celui-ci, avec un tirage dérisoire, a succombé : "...il n'est pas dans notre intérêt de le reprendre comme collaborateur."
- "Alfred Defuisseaux est très violent à l'étranger et nous ne nous soucions pas de faire, comme Fauvieu, de la prison pour un autre." (A cet argument, Fauvieu s'empresse de répondre : "Quant à aller en prison, je n'y tiens plus, plus du tout. On pourrait prier Alfred d'être moins violent, au besoin censurer ses articles.")
- Enfin, resurgissent les vieilles rancœurs : "Il y a encore de vieilles histoires qu'il ne fait pas bon de remuer devant l'opinion publique."

La réunification des forces socialistes n'a pas effacé les préventions à l'égard d'Alfred Defuisseaux et il faudra son élection à la Chambre pour que sa notoriété soit officiellement reconnue par le P.O.B. Bastien et Hoyaux, du Cercle de Mons, prônent la conciliation

pour des raisons financières, à l'achat quotidien d'un journal à 5 centimes. Il faut ajouter, nous allons le voir tout de suite, que *Le Peuple*, paraissait bien pâle et bien ennuyeux aux yeux des Borains, habitué à la prose enflammée et imagée d'Alfred Defuisseaux.

(66) Ibidem.

Fauvieu déclare également : "Je suis persuadé que les articles d'A. Defuisseaux sont très goûtés et j'ai dit cela dans l'intérêt du journal." Ceci est confirmé par Maroille dans une lettre à A. Defuisseaux, 8 août 1892 (Copie-lettres Maroille, Archives P.S.B., Mons), à propos de la réparation du *Suffrage Universel* : "...toutes (les coopératives) seront très heureuses de voir le journal renaître car tous les amis trouvent le *Peuple* trop modéré."

car "s'entêter, c'est introduire la division", et le Comité fédéral accepte la proposition du Conseil général. En plus des rédacteurs retenus, Maroille, Roger, Bastien, Dufrasne, un correspondant est désigné dans chaque commune (67).

Si le Borinage collabore plus étroitement aux organes officiels du P.O.B., cela n'empêcha pas la Fédération, et Maroille en particulier, de créer un nouvel hebdomadaire qui, sous le même titre, fait suite au *Suffrage Universel* quotidien.

Pour les débuts de ce journal, nous disposons d'une source de renseignements remarquable, constituée par le copie-lettres de Désiré Maroille, le seul malheureusement que l'on ait conservé. Il reproduit sa correspondance de mai 1892 à août 1894. Au-travers de ces lettres, nous trouvons une image bien plus réelle de l'existence laborieuse d'un journal qui veut s'adresser à un public ouvrier que celle que l'on peut se faire en parcourant l'hebdomadaire.

Cette source permet également d'être plus critique vis-à-vis des descriptions extérieures, réalisées pour d'autres expériences de ce genre.

Dans cette nouvelle création, le rôle d'Alfred Defuisseaux reste, une fois de plus, déterminant; Maroille est bien son plus proche collaborateur, mais il n'en garde pas moins une fonction secondaire. C'est Defuisseaux qui dirige les négociations avec l'imprimeur Théotime Delattre. Celui-ci est, depuis quelques temps, de plus en plus critiqué, mais il représente toujours la solution la plus simple et la plus rationnelle : imprimer le journal au coeur même de la région qui fournit les informations et parmi le public auquel elles sont destinées.

L'imprimeur accepte les conditions proposées par Alfred Defuisseaux (40 francs pour le premier mille et 13 francs pour les suivants, 225 à 250 affiches pour 25 francs) (68).

L'accord conclu, Defuisseaux envoie deux cents francs pour les premiers frais.

Maroille écrit alors aux principaux militants pour leur annoncer la parution du journal, ce qui confirme bien qu'il s'agit là d'une initiative individuelle. Il leur demande des articles pour le premier

(67) BASTIEN Arthur (Ghlin, 27 janvier 1855-Bruxelles, 6 novembre 1918), négociant en textile à Mons, fondateur et dirigeant du cercle socialiste de Mons, oncle de Charles Plisnier. Député de 1894 à 1900 et de 1912 à 1918. Sénateur provincial de 1900 à 1912.

(68) Maroille à A. Defuisseaux, 8 août 1892, Copie-lettres Maroille, no. 37, Archives P.S.B., Mons.

numéro et propose de nombreux sujets (69), enfin il justifie cette nouvelle tentative : ...“car il y a une réaction terrible ici. Les ouvriers n'osent rien dire, sont surveillés et tracassés quand ils viennent à nos meetings. Les journaux catholiques sont répandus à profusion même gratuitement” (70). Il s'agit à nouveau du *National* et du *Pays wallon* qui veulent faire pendant à la propagande socialiste. Les attaques contre le mouvement ouvrier se sont multipliées avec l'affaire de “la mine aux mineurs” (71), et il s'agit d'une question de vie ou de mort, pour la fédération socialiste, de pouvoir y répondre.

Mais après deux numéros, tirés chacun à 2.500 exemplaires, le journal lui-même est en déficit (18 à 20 francs par semaine, sans compter les frais d'administration et le paiement des traitements).

La poursuite de la publication dépend donc essentiellement des subsides venant de Paris (72). Defuisseaux envoie régulièrement des

(69) Outre Alfred et Léon Defuisseaux, les militants pressentis sont A. Bastien, G. Hoyaux, et H. Roger (cf. diverses lettres, datées du 8 août 1892, *Ibidem*, no. 32, 33, 34, 36 et 37).

A. A. Defuisseaux, Maroille demande des articles sur la vie politique française dans la mesure où elle peut apporter des renseignements utiles aux lecteurs belges :

- résultats des élections communales et départementales, surtout au point de vue de ce que peut produire le S.U., sur Roubaix, municipalité conquise par les Guesdistes.
- un article sur le Congrès de Saint-Ouen
- sur la grève de Carmaux
- sur le bassin du Pas-de-Calais, où les mineurs gagnent un salaire supérieur à celui des mineurs belges
- sur les réformes exigées par les mineurs et qui existent déjà en France.

Mais il demande aussi des articles sur le Congrès national des mineurs à Frameries, sur les diminutions de salaire, sur “la mine aux mineurs”, sur les commissions de la Chambre qui se sont séparées sans s'inquiéter des souffrances du peuple.

Maroille proposait donc des thèmes précis qui devaient toucher les mineurs. Il conserva d'ailleurs ce réalisme pratique et se montrait méfiant à l'égard des grands débats d'idées, utiles peut-être, mais mal perçus par la population ouvrière.

(70) Maroille à A. Defuisseaux, 20 août 1892, *ibidem*, no. 43.

(71) Maroille à A. Defuisseaux, 8 août 1892, *ibidem*. Il s'agit d'un procès où sont impliqués les principaux dirigeants de la fédération boraine.

(72) Le tirage a coûté 119 francs; les traitements, 50 francs, l'administration 49,25 francs, soit un total de 218,25 francs.

En recettes, il y a les deux cents francs venant de Paris, auxquels il faut ajouter 12 francs de soutien d'un groupe, et le bénéfice d'un tir à l'arc; 64,25 francs de journaux vendus (dont 60,25 francs du seul Audin de Frameries) soit un total de

mandats et paie les impôts du journal (140 francs) (73). Mais cela ne suffit pas. Il faut, pour assurer la survie du journal, organiser mieux sa diffusion, ainsi que la rentrée du montant des journaux vendus, et c'est là une des préoccupations principales de Maroille pendant les deux années où nous pouvons le suivre (74). Plusieurs solutions s'offrent pour améliorer l'hebdomadaire, le vendre plus facilement et le rendre plus efficace.

Defuisseaux voudrait agir sur sa périodicité pour qu'il paraisse 2 fois par semaine, mais dans ces conditions, l'imprimeur augmenterait ses prix (75). Defuisseaux ne perd pas, on le voit, l'espoir de faire paraître un quotidien, il envisage même d'en lancer un à 1 ou 2 centimes. Maroille est plutôt favorable à des modifications externes, tel que l'agrandissement du format (76). Il pense aussi à solliciter l'aide extérieure et ouvre un Bulletin de

276,25 francs.

Les invendus, ou plus précisément les journaux non distribués sont au nombre de 719 pour le premier numéro, de 437 pour le second numéro.

Si tous les journaux en circulation sont payés, "ce dont je doute fort", écrit Maroille, il y a déjà un déficit de 26,75 francs (De Maroille à Defuisseaux, 20 août 1892, *ibidem*).

Les numéros suivants ne sont tirés qu'à 2.000 exemplaires, ce qui ne suffit pas pour redresser la situation.

Le 29 septembre 1892, malgré un nouveau subside de Paris (100 francs), la situation n'est pas meilleure :

Dépenses : 366,95 F (tirage + frais divers de délégation, que Defuisseaux demande de faire régler sur la caisse du journal + traitement de Fauvieu)

Recettes : 342,11 F, soit un déficit de 24,84 francs, sans compter les frais administratifs et autres traitements. (de Maroille à Alfred Defuisseaux, 29 septembre 1892).

De son côté, l'imprimeur conscient des difficultés financières, réclame constamment que son compte soit apuré et même que le paiement se fasse préalablement au tirage (*ibid.*).

(73) Maroille à Alfred Defuisseaux, 26 juillet 1893.

(74) Le 28 mars 1893, par exemple, il réclame à Hirsaux à Renaix (Centre), le paiement de 205 numéros, à Galire, celui de 200 numéros, à Gerard (Wiheries) 100 numéros, à Courtin (Feluy) 200 numéros, à Bastien (Mons) 90 numéros, à Delanois (Cuesmes) 300 numéros, à Dussart (Haine Saint-Pierre) 105 numéros, à (Jaupin) 385 numéros, à (Pecriaux) 170 numéros, à Fossart (Quaregnon) 725 numéros, à Brenez (Hornu) et à Delener (Elouges) 375 numéros.

Soit plus de 2.580 numéros restés impayés pour le mois de mars 1893; les marchands de journaux et les vendeurs sont à la même enseigne, les uns et les autres répugnent à payer régulièrement les journaux vendus.

(75) Maroille à A. Defuisseaux, 23 février 1893.

(76) *Ibid.* "Les ouvriers réclament constamment qu'il est trop petit (il est d'un format semblable aux quotidiens à 2 centimes), cela coûterait 10 francs en plus pour le premier mille et 3 francs pour les milles suivants. Ne pouvez-vous y faire face pour le moment", interroge Maroille. Il poursuit : "Je vous prie de m'envoyer si possible l'argent et plus d'articles chaque semaine."

souscription, qui rapporte 10,25 francs. "Cependant, je vous prévient que pour stimuler le zèle des ouvriers, j'ajoute souvent de fausses souscriptions", reconnaît-il ingénument (77).

Toutes ces mesures s'avèrent insuffisantes : il faut trouver de nouveaux mécènes (78), d'autant plus que la coopérative de Frameries, à qui Maroille emprunte régulièrement de l'argent pour calmer l'imprimeur, se montre de plus en plus réticente (79). La situation financière est d'autant plus précaire que parfois surviennent des incidents coûteux.

A la fin du mois de novembre 1892, il a fallu détruire 1.500 exemplaires, contenant un article trop violent de Léon Defuisseaux qui, lors de l'affaire de "la mine aux mineurs", s'attaquait au substitut du procureur du Roi à Mons, Hubert.

Si Léon Defuisseaux est rarement violent dans ses écrits, son frère Alfred, par contre, a l'habitude de ces violences de langage et il arrive régulièrement que ses articles soient d'abord soumis à Léon avant d'être publiés (80). Mais cette censure préalable n'est pas toujours suffisante puisqu'en juillet 1893, Fauvieu, éditeur responsable, et Maroille, administrateur, sont condamnés à trois mois de prison et cent francs d'amende par la Cour d'Assises du Hainaut (81).

(77) Maroille à A. Defuisseaux, 8 novembre 1892.

(78) A. Bastien et L. Defuisseaux se sont engagés pour 500 francs chacun afin d'agrandir le format.

(79) Lettres du 7 février 1893 et du 28 mars 1893.

"Je reçois des reproches de la coopérative qui doit m'avancer des fonds pour payer l'imprimeur. Veuillez m'envoyer les 15 francs, coût des journaux détruits car le journal est en déficit de plus de 100 francs."

(80) Maroille à A. Defuisseaux, 26 juillet 1893.

"Quant aux articles qui m'ont paru trop violents, je les ai soumis à Léon qui m'a dit de ne pas les publier".

(81) C.A. Mons, 1893, Procès du Suffrage Universel.

Le dossier comprend une lettre d'Alfred Defuisseaux, adressée au procureur du Roi, Le Raincy (Seine et Oise), bd du Midi, 64, 11 juin 1893. L'article incriminé a paru le 16 avril 1893, il portait comme titre *En grève*.

Dans cette lettre, Defuisseaux précise que E. Fauvieu est bien le seul éditeur responsable, Maroille ayant remis la copie de cet article à l'imprimeur de manière tout à fait fortuite.

C'est l'occasion d'ailleurs d'une nouvelle et violente friction entre Fauvieu et Maroille. Au procès, Fauvieu nie avoir été l'éditeur du journal, nie avoir été payé pour tenir cette place. A cette occasion, les groupes de Frameries voteront à nouveau son exclusion de la Fédération. Après avoir fulminé contre lui, Maroille s'apitoie : "Il a fait beaucoup de fautes, c'est vrai, mais pourra-t-il manger et ses enfants, que deviendront-ils ?"

Fauvieu purgera sa peine, tandis que Maroille obtiendra un sursis pour raison de

Au mois d'avril 1893, lors de la grève en faveur de la révision constitutionnelle, la situation devient intenable. Maroille passe d'ailleurs à cette époque quelques semaines en France chez Defuisseaux, à la fois pour raison de santé, à la fois parce que des poursuites sont entamées contre les dirigeants de la Fédération boraine. L'imprimeur reprend alors la gestion du journal à son compte (82).

Sur le plan de la rédaction, Maroille est seul à assumer la tâche et il s'en plaint d'ailleurs amèrement : ...“Je suis trop écrasé de besogne avec mon travail à la coopérative, le journal, mes secrétariats divers... bien souvent je reçois des reproches des membres du conseil (de la coopérative), et cela pour faire de la propagande et travailler comme un forçat à des travaux qui m'abrutissent et ne me rapportent rien. On ne trouve personne dans le Borinage qui consente à remplir ces fonctions, au moins en partie. En effet, si je lâchais le journal, il disparaîtrait. C'est très triste, surtout que je ne pourrai pas continuer ce travail sans me faire mettre à pied par la coopérative... de plus, je suis endetté jusqu'au cou, que puis-je faire avec 23 francs par semaine (son salaire de secrétaire de la coopérative) et faire de la propagande à mes frais, je n'ai que du pain sec et des pommes de terre” (83).

Il était donc urgent de trouver une solution satisfaisante pour la survie du journal. Deux possibilités s'offraient : la reprise par les coopératives ou par le syndicat général des ouvriers mineurs, formé au début de l'année 1893.

L'espoir de fonder un quotidien à 2 centimes ou un organe qui paraîtrait deux ou trois fois par semaine subsiste, mais ce projet, souvent débattu, n'a jamais vu le jour. Une mise de fonds trop importante, que Maroille chiffrait “à un billet de mille francs”, le rendait illusoire (84).

santé (Maroille à A. Defuisseaux, 8 novembre 1893 et 2 décembre 1893).

Parlant du journal à 2 centimes, Maroille consent à en être l'éditeur responsable “mais pourvu que vous évitiez les violences dans vos articles. Faites des articles sérieux mais ne donnant pas prise à la magistrature sinon nous serons toujours condamnés.” (Maroille à Alfred Defuisseaux, 3 août 1893, no. 319).

(82) F. MAHIEU-HOYOIS, *op. cit.*, p. 65.

Maroille à Alfred Defuisseaux, 26 juillet 1893 et 3 août 1893.

(83) Maroille à Alfred Defuisseaux, 23 août 1893.

(84) Il faut noter ici que A. Defuisseaux est en pourparler constant avec Alfred Smeets pour diffuser le *Suffrage Universel* à Liège, ou pour l'éditer à Liège, ou pour que ce soit là le siège du nouveau quotidien. Ce projet, rendu difficile par l'éloignement et les difficultés de communication entre les deux régions ne vit jamais le jour. (diverses lettres de Maroille à Alfred Defuisseaux, notamment le 8 avril 1893 et le 8 novembre 1893).

Au mois de mars 1894, le syndicat décide de reprendre le *Suffrage Universel*, en lui allouant une somme de cent francs comme fonds de roulement et un subside de quinze francs, chaque semaine, pour permettre de payer Philippe Dufrasne, chargé de l'administration et du secrétariat de rédaction (85). Ce ne fut pourtant qu'un feu de paille; dès le mois suivant, la situation financière du syndicat ne lui permettait plus d'octroyer le subside au journal.

Maroille s'adresse alors à Defuisseaux pour qu'il fasse "une belle lettre demandant à la coopérative de Frameries de reprendre le journal. Dites leur qu'ils ne doivent pas laisser tomber le journal, que c'est pour eux, pour les ouvriers qu'il est fait" (86). Trois coopératives seulement répondent à l'appel, celles de La Bouverie (pour 2,50 F), de Wasmes (1,50 F) et de Cuesmes (1,50 F). Après avoir annoncé ces maigres résultats, Dufrasne décrit la situation du *Suffrage Universel* :

"...le tirage est stabilisé entre 2.700 et 2.850 exemplaires. La vente augmente dans le Centre et le bas du Borinage, elle baisse ailleurs, je crois que cela dépend de l'apathie des vendeurs car tout le monde reconnaît que le journal est mieux fait". Dufrasne se prononce également pour un agrandissement de format qui permettrait, en augmentant la vente de quelques centaines de numéros, d'éponger le déficit et de distribuer de temps à autre des numéros gratuitement. Enfin, Dufrasne insiste sur l'importance "du feuilleton pour tenir les lecteurs attachés au journal, il faut faire ce qui est nécessaire pour faire aimer notre organe par les ménagères, parce que la plupart du temps, ce sont les femmes et non les hommes qui achètent le journal" (87).

(85) Maroille à Alfred Defuisseaux, 1er mars 1894.

"Dufrasne est dévoué et bon écrivain, ce (sera) une excellente recrue et une oeuvre d'humanité car il crève de faim."

Cette désignation consacrait la rupture de Dufrasne, avec Fauvieu.

Voir également Maroille à Th. Delattre, 7 mars 1894.

Maroille prie l'imprimeur de remettre l'administration à Dufrasne.

(86) Maroille à A. Defuisseaux, 25 avril 1894.

Il est intéressant de noter l'utilisation du prestige et de l'autorité d'Alfred Defuisseaux par D. Maroille. Fondateur et secrétaire de la coopérative, il estime néanmoins être mûs bien placé que lui pour obtenir des membres du Conseil un sacrifice financier.

Le 30 mai 1894, Maroille insiste à nouveau : "Faites un appel à toutes les coopératives, écrivez-leur vous-même une lettre les encourageant à voter un subside de 3 à 4 francs par semaine... 3 francs par semaine et nous serons sauvés. Faites le vite pour que les coopératives puissent en discuter dimanche matin."

(87) Dufrasne à A. Defuisseaux, 12 juin 1894, Copie-lettres Maroille.

La Fédération boraine, reconstituée après les querelles de 1893, consciente du rôle à jouer dans les prochaines élections législatives qui sont imminentes, décide de reprendre elle-même le *Suffrage Universel*, pour en faire l'outil de sa propagande électorale.

Elle prévoit de distribuer des centaines de numéros gratuitement dans les campagnes; pour financer cet effort, ainsi que l'ensemble de la propagande, la Fédération décide de prélever une cotisation spéciale de 1 franc par membre (88).

Devenu l'organe officiel de la Fédération socialiste boraine, le *Suffrage Universel* allait désormais participer à toutes les grandes batailles politiques et électorales et cela aussi bien sur le plan local que régional et national. Il prend part aux élections législatives et provinciales de 1894, communales de 1895, à la campagne contre la représentation proportionnelle en 1899, à la grève générale de 1902. Il allait constituer le support des luttes ouvrières dans l'arrondissement de Mons et les parlementaires socialistes jouèrent un rôle dominant dans ses colonnes.

L'idée de créer un quotidien n'était toujours pas abandonnée et les succès électoraux du P.O.B. dans l'arrondissement de Mons allaient susciter une nouvelle tentative.

C'est Louis Pépin qui est chargé cette fois de l'entreprise (89). Un quotidien à 5 centimes paraît, sous le titre de *La Bataille*. *La Bataille* annonce qu'elle publiera chaque jour des articles des députés borains, et effectivement, le premier numéro comprenait des articles

(88) Maroille à A. Defuisseaux, 23 juillet 1894. Ibid.

Un comité de rédaction est mis sur pied, il comprend Dufrasne, administrateur, Maroille, éditeur responsable, Roger et Fauvieu. Il est chargé de lire tous les articles.

"J'avais proposé de laisser passer vos articles et ceux de Léon sans examen. L'assemblée a été d'avis contraire. J'ai déclaré que si vos articles n'étaient pas admis, je donnerais immédiatement ma démission. Il a été répondu qu'il ne s'agissait pas de repousser vos articles mais bien d'en donner lecture afin d'éviter des répétitions d'articles semblables. J'ai retiré alors ma démission. Dites moi votre avis et si vous nous permettez de ne pas publier l'un ou l'autre de vos articles que le comité jugerait ne pas devoir faire paraître." Ceci dit avec un brin de courtoisie par celui qui demandait lui-même à Defuisseaux de mesurer ses expressions.

(89) PEPIN Louis (Angre, 24 mars 1861-Pâturages, 4 décembre 1948), enseignant, orateur et propagandiste depuis les élections législatives de 1894. Bourgmestre ff. de Pâturages et conseiller provincial de 1896 à 1901, Pépin remplacera Defuisseaux à la Chambre en 1901 où il siège jusqu'en 1932. Il remplace D. Maroille à la tête de la fédération boraine et du syndicat des mineurs en 1919. Pépin est contraint d'abandonner la vie politique en 1932 pour avoir contribué à la chute de la Banque du Travail par des spéculations hasardeuses.

de L. Defuisseaux, H. Roger et A. Brenez. Elle se donnait manifestement pour but de répercuter l'activité parlementaire des nouveaux députés socialistes.

L'aspect de ce numéro spécimen, luxueusement imprimé, porte en lui-même les raisons de son échec (90). D'un coût trop élevé pour obtenir une audience ouvrière, d'un contenu politique austère qui n'était pas fait pour attirer le travailleur regagnant son logis après 10 à 12 heures de travail, *La Bataille* devait échouer rapidement.

La République, qui paraît quelques jours plus tard, répond en partie à ces objections : elle ne coûte plus que deux centimes. Mais le contenu reste strictement limité aux débats des Chambres législatives et du Conseil provincial du Hainaut, qui y sont publiés in extenso. A ceux-ci s'ajoutent des faits divers, des chroniques de tribunaux et une chronique locale peu développée. *La République* disparaît tout aussi rapidement pour n'avoir pu trouver de public.

De son côté, *Le Peuple* donnait les comptes-rendus des débats parlementaires, mais s'adressait naturellement à un public plus populaire. En 1896, pour répondre en partie aux récriminations de la province, des éditions régionales de l'*Echo du Peuple* sont publiées dans le Borinage et comprennent des chroniques locales plus étoffées (91). C'est le cas pour toute la Wallonie, excepté Charleroi peut-être où le vieux *Journal de Charleroi*, qui s'est rangé dans le camp de la démocratie, fournit un quotidien au mouvement socialiste de la région.

La Fédération boraine, et Alfred Defuisseaux, ne désespèrent pas de parvenir un jour à créer un organe quotidien qui leur soit propre. Un premier pas est fait lors de la constitution d'une imprimerie coopérative à Cuesmes en 1899. Elle répondait ainsi aux nombreux besoins en imprimés des diverses organisations socialistes, la fédération régionale en premier lieu, les coopératives et les divers groupements, mais aussi les communes à majorité socialiste (la commune de Quaregnon, par exemple, y fait imprimer son Bulletin communal). Elle imprimait également l'hebdomadaire *Le Suffrage*

(90) *La Bataille*, 17 juin 1895, *Notre Programme*, par la rédaction.

(91) L. BERTRAND, *Histoire de la démocratie...*, p. 380.

Universel (92).

Ce résultat encourageant permettait d'envisager sérieusement la création d'un quotidien; une commission fut chargée de l'étude, et conclut à l'utilité d'une telle entreprise. La commission était persuadée en effet (D. Maroille, Ph. Dufrasne, Ph. Verdure, A. Urbain et L. Pépin) "qu'il est indispensable, en présence de l'importance toujours croissante que prend la presse dans la vie intellectuelle et matérielle du peuple, de créer au plus tôt un journal à 2 centimes pour le Borinage exclusivement", elle poursuivait : "Depuis quelques temps la presse catholique s'est implantée chez nous d'une façon effrayante, battant en brèche la politique socialiste par deux quotidiens à 2 centimes : le *Pays wallon* et le *National*. Ces journaux attaquent tous les jours nos oeuvres sociales, nos coopératives, nos syndicats, attaquent également avec une violence inouïe les mandataires de notre parti et nous ne pouvons répondre à ces attaques faute d'un organe paraissant souvent et répandu suffisamment dans la région. *L'Echo du Peuple* qui est l'organe officiel du pays entier est trop encombré par les correspondances des autres provinces pour nous seconder efficacement dans la lutte. Quant au *Suffrage Universel*, excellent organe du combat, administré et rédigé pour une très large part par notre ami Dufrasne, il est devenu d'une insuffisance absolue. Le moment n'est plus aux longs articles de fond, sagement rédigés dans le silence du cabinet. L'ouvrier a besoin de voir chaque jour son journal et d'y voir vite, en quelques traits de plume, l'état de la politique du moment. Une attaque vive, une riposte habile, un coup de pointe à l'adversaire font plus que de longs articles qu'on ne lit ordinairement pas... Un article de fond chaque jour à l'allure vive et soignée, une chronique locale bien

(92) Imprimerie coopérative ouvrière, 54, av. de Cuesmes, Cuesmes.

Rapport et bilan des opérations de l'exercice 1900, 17 mars 1901, Papiers De fuisseaux.

En 1900, la coopérative a réalisé un bénéfice net de 4.024 francs pour un chiffre d'affaire de 22.984 francs.

Son principal client a été la fédération boraine, pour 7.420 francs. De nombreuses coopératives ont passé des commandes, la fédération nationale des mineurs qui y fera en 1901 imprimer son mensuel *L'Ouvrier mineur*, six administrations communales, des particuliers également, comme les frères Bastien.

Son principal débiteur est le *Suffrage Universel*, qui lui doit 1.600 francs.

Le conseil d'administration est composé de :

Achille Urbain, administrateur-délégué,

Philippe Dufrasne, administrateur comptable

Désiré Maroille, A. Brenez, A. Dendal, J.B. François.

Les commissaires sont : Firmin Piéard et Bernard Plisnier.

nourrie en faits journaliers de toutes les communes, quelques articulets de combat attaquant l'adversaire en lui répondant en 10 lignes, les comptes-rendus de nos séances communales, fédérales ou des groupes, des faits divers, enfin voilà en général la physionomie du journal à créer" (93).

La Commission concluait qu'il fallait, pour lancer le journal, créer une société coopérative avec un capital de 10.000 francs, souscrit par les coopératives; que celles-ci devaient en outre combler le déficit en intervenant régulièrement, notamment sous forme d'annonces : "chaque société retirerait quand même des avantages appréciables de cette oeuvre socialiste destinée à assurer l'avenir du parti ouvrier borain" (94).

Mais cette charge, jugée intolérable par les coopératives, ne permit pas au projet d'aboutir, d'autant plus que toutes les attentions furent bientôt captées par le décès d'Alfred Defuisseaux en novembre 1901, puis par la grève générale de 1903.

Ce n'est qu'en 1904 que, répondant au désir formulé par Alfred Defuisseaux pendant plus de quinze ans, la Fédération boraine allait fonder son quotidien : *L'Avenir du Borinage* (95).

Il s'agit cette fois d'un organe dirigé par des professionnels, des intellectuels. L'administration était tenue par A. Urbain, directeur-gérant de l'imprimerie coopérative, la rédaction était dirigée par Philibert Verdure, qui avait assuré, en 1893-94, la publication de l'hebdomadaire libéral progressiste *La Tribune de Mons*, et qui tenait lui-même une imprimerie à Mons, rue de Naast. Il s'est adjoint rapidement Jean Duhot, qui allait diriger l'*Avenir* après la première guerre mondiale; Louis Pierard et Charles Plisnier y firent leurs premières armes de journaliste et d'écrivain; Achille Delattre, après

(93) Comité de presse. Création d'un journal quotidien à 2 centimes pour le Borinage, Cuesmes, 1901.

(94) Ibidem, p. 8.

Le déficit était évalué, pour un tirage de 8.000 à 10.000 exemplaires (20% d'invendus) à environ 7.280 francs par an.

D'autres estimations allaient de 2.480 à 16.182 francs tous frais compris. Georges Defuisseaux a noté sur les pages de garde du rapport de l'imprimerie coopérative que le déficit annuel du Peuple et de Vooruit s'élevait à 20.000 francs, pour chacun d'eux.

(95) *L'Avenir du Borinage*, paraît le 17 janvier 1904, sous forme de tri-hebdomadaire avant de devenir quotidien.

avoir vendu le journal dans les rues, y collabora avant d'entrer dans sa rédaction (96).

Les débuts de *L'Avenir* ne furent pas faciles. Le Conseil général du P.O.B. dut intervenir pour que cessent les frictions avec *Le Peuple* et *L'Echo du Peuple*; certains vendeurs de *L'Echo du Peuple*, par exemple, refusaient de vendre *L'Avenir* (97). L'aventure n'en est pas terminée pour autant.

Les éléments dissidents de la Fédération boraine tentèrent à leur tour de lancer des organes de presse qui pourraient leur assurer des bases politiques plus larges que leur localité d'origine. C'est le cas de *Germinal*, lancé par H. Roger à Quaregnon (1902-1903) et de *En Avant pour le Suffrage Universel pur et simple* de Fauvieu à Wasmes (1904-1907).

Quant à *L'Avenir*, son tirage avait atteint 14.000 exemplaires avant la première guerre mondiale, mais en 1919, il ne tire plus qu'à 10.000 exemplaires et en 1924 à 8.500 (98) : "Paradoxalement, l'accroissement important des effectifs ne bénéficie pas au journal borain qui est concurrencé non seulement par *Le Peuple*, (vendu à 8.067 exemplaires dans l'arrondissement de Mons en 1924), mais aussi par les journaux bourgeois, surtout *La Dernière Heure* et bientôt *Le Soir*, quelque peu par *Le Drapeau rouge* en 1923" (99).

Après avoir proposé une première fois la fusion de *L'Avenir du*

(96) VERDURE, Philibert-Florent. (Mons, 15 septembre 1857-Mons, 27 juillet 1939). Journaliste, député de l'arrondissement de Mons en 1918-1919 et 1924-1932.

DUHOT, Jean, de son vrai nom BOUILLY, Joseph (Elouges, 29 décembre 1884-Thulin, 1969). Journaliste, bourgmestre de Thulin, député de 1932 à 1936, sénateur de 1936 à 1958.

PIERARD, Louis-Firmin-Joseph. (Frameries, 7 février 1886-Paris, 3 novembre 1951). Journaliste et homme de lettres, député de 1919 à 1951.

PLISNIER, Charles. (1896-1952). Ecrivain, fils de Bernard Plisnier, voyageur de commerce, qui écrivait dans *L'Avenir* sous le pseudonyme du "Chevalier de la Marmotte".

Voir : A. DELATTRE, *Souvenirs d'un militant*, Cuesmes, 1957, pp. 46-47 et 345.

P. VAN MOLLE, *op.cit.*, p. 23 et 368.

(97) *L'Avenir du Borinage*, 7 février 1904.

"Il ne peut sous aucun prétexte entrer en concurrence avec *Le Peuple* et *L'Echo du Peuple*, dans le Borinage, et vice versa."

(98) Comité fédéral. Fédération boraine (Mai) 1924, Archives P.S.B., Mons.

(99) J. PUISSANT, "La Fédération socialiste républicaine du Borinage, 1919-1939", in *Res Publica*, X, 1968, no. 4, p. 623.

Borinage et du *Peuple* (100), le directeur de ce dernier, A. Wauters, revint à la charge en 1928, lorsque la diffusion du *Peuple* eut largement dépassé celle de *L'Avenir* (101). Wauters démontra au comité de la Fédération boraine que "...Devant la presse bourgeoise, nous devons unir nos efforts... l'existence de deux journaux empêche la propagande pour leur diffusion... il y a gros gaspillage de temps, d'argent et de travail qui pourrait être mieux employé... Un journal moderne se doit d'avoir de nombreuses rubriques (femmes, enfants...). *L'Avenir* ne peut le faire seul. Il est certain que la rédaction de Mons garderait toute son autonomie, toute sa liberté de pensée. Débarassée de l'information générale, elle pourra mieux se consacrer à l'information régionale" (102).

En fait, ce sont principalement les arguments financiers qui vont emporter l'adhésion, malgré les tentatives de certains militants pour "défendre la thèse des regrettés Defuisseaux et Maroille" (103).

La fusion finit par être votée, par 80.000 oui contre 5.480 non, et 770 abstentions (104). Mais elle ne suffit pas pour redresser la situation. En 1935, quinze mille syndiqués seulement lisent un quotidien socialiste (105); *L'Avenir du Borinage*, qui tire encore à 15.000 exemplaires en 1930-32 (106) est redevenu hebdomadaire, comme ses illustres devanciers, et abandonne l'information politique régionale. Depuis 1924, la Fédération boraine publie également un mensuel culturel et récréatif : *L'Aurore* (107).

*
* *
*

L'histoire mouvementée des journaux ouvriers et socialistes

(100) Comité fédéral. Fédération boraine, 11 janvier 1924.

(101) Id., 23 mars 1928.

Le Peuple se vend alors à 2.000 exemplaires de plus que *L'Avenir du Borinage*.

(102) Ibidem.

(103) Discours de A. ANDRY, ibidem.

E. Mester, secrétaire régional du syndicat des mineurs tient le même langage.

(104) Fédération boraine, Assemblée plénière, 10 juin 1928.

(105) Fédération boraine. Comité exécutif, 28 juin 1935.

(106) J. PUISSANT, *op.cit.*, p. 624.

Comme il ne reste plus de collection du *Peuple du Borinage*, l'étude de la presse perd une grande partie de son intérêt en ce qui concerne l'examen interne de la fédération socialiste boraine.

(107) *L'Aurore*, 19 juin 1924, no. 1 (Fonds Mertens).

dans le Borinage présente de multiples facettes où se sont étroitement mêlées les ambitions d'un homme et la détermination opiniâtre de quelques militants qui, tels Fauvieu, Maroille et Dufrasne, étaient décidés, par fidélité à leur inspirateur et par nécessité politique, à assurer le maintien et le développement d'une presse régionale autonome.

La presse avait en effet une importance capitale pour deux raisons. D'une part, elle permettait de diffuser régulièrement les thèmes de propagande dans l'ensemble du bassin, provoquant ainsi de nombreux meetings spontanés qui résultaient de la nature collective des loisirs du mineur, le dimanche. D'autre part, elle renforçait, par son caractère central, l'unité politique d'une région qui, pour des raisons géographiques et sociales, avait tendance à se laisser entraîner et diviser par les particularismes locaux, relativement exacerbés.

Ce rôle primordial de la presse va la placer au centre des luttes d'influence qui naissent entre certaines personnalités, certaines communes ou certaines organisations. Elle représente généralement le groupe dominant, sans pour cela que le groupe minoritaire soit complètement écarté. Ainsi, Frameries a réussi à plusieurs reprises, à prendre le contrôle des organes; c'est le cas pour *La Bataille* et pour *La Liberté*, mais cela n'empêche pas la participation de Fauvieu de Wasmes.

Néanmoins, des protestations éclateront, à Wasmes en particulier, contre cette main-mise, considérée comme partisane. Chaque scission si petite soit-elle, tentera d'asseoir son influence en créant un organe de presse. Ce sera le cas pour l'hebdomadaire *Germinal*, d'Henri Roger à Quaregnon, d'*En Avant pour le Suffrage Universel pur et simple* de Fauvieu, à Wasmes, et plus tard de *l'Action socialiste révolutionnaire* de W. Dauge.

Dans la création successive de ces journaux, le rôle d'Alfred Defuisseaux est capital. C'est lui qui, le plus souvent, fournit les fonds nécessaires à leur lancement, il écrit de très nombreux articles, occupant une surface rédactionnelle importante (de un à trois articles par numéro, parfois plus : il semble en effet que les articles signés Ch. Pilot soient également de lui). Il donne, aux différents journaux, non seulement l'orientation politique, mais encore le dynamisme nécessaire pour surmonter les divers obstacles qui font trébucher successivement les premières feuilles. Forcé d'agir de l'extérieur, puisqu'il a choisi l'exil pour défendre la liberté de la presse et maintenir ses journaux en vie, Defuisseaux est obligé de trouver, dans la région même, des hommes prêts à l'aider dans cette tâche

laborieuse.

En dépit de ses nombreux échecs, il put, à chaque tentative, s'appuyer en fin de compte sur le Borinage, où les coopératives de Wasmes, de Frameries et leurs animateurs se mirent à plusieurs reprises au service de son oeuvre.

Le rôle des militants est également primordial, car ce n'est pas sans une certaine réticence que les coopératives et leurs membres envisagent l'idée de soutenir financièrement des journaux dont le déficit est permanent, et de diminuer ainsi les bénéfices réalisés et distribués.

Les militants volontaires, capables d'assumer cette tâche, ne sont pas très nombreux et plusieurs organes ont disparu à la suite de l'arrestation de leur éditeur ou de leur principal rédacteur : c'est le cas de *La République belge*, *La Bataille*, *Le Droit du Peuple*. Maraille se plaint d'ailleurs de cet isolement avec amertume, au moment où il envisage son remplacement à la tête du *Suffrage Universel*. On ne peut nier le dévouement de ces militants, parmi lesquels plusieurs ont endossé la responsabilité des articles violents écrits par Defuisseaux et ont purgé des peines de prison à cette occasion (Fauvieu surtout qui a été condamné par deux fois). Le Borinage constitua, pour ainsi dire, une base de repli privilégiée où, chaque fois qu'une tentative de créer un organe national avait échoué, Defuisseaux put retrouver les énergies nécessaires à la survie de son entreprise.

La République reprit modestement le relais de *La République belge*, *Le Droit du Peuple* et *Le Cri du Peuple* suppléèrent à la disparition de *La Bataille*, qui avait elle-même connu deux stades dans son développement. *Le Suffrage Universel* hebdomadaire vient relayer *Le Suffrage Universel* quotidien. Ces efforts conjugués ont débouché bien que tardivement, sur la création de *L'Avenir du Borinage*, qui a joué un rôle d'une importance considérable pendant vingt ans, avant de disparaître, victime des difficultés générales à la presse socialiste pendant la période d'entre-deux-guerres.

De 1886 à 1892, les obstacles ne furent pas seulement d'ordre pécuniaire. Jamais sans doute, entreprise de presse ne fut plus en butte aux attaques de la magistrature, qui traqua les différents journaux, surveillant leur existence, inquiétant les vendeurs, exploitant toute faiblesse administrative ou rédactionnelle pour y trouver un motif non politique de poursuite.

La violence même des attaques que ces journaux lançaient, l'influence qu'ils pouvaient exercer sur une classe ouvrière en effervescence pour des raisons politiques - la conquête du suffrage

universel - et pour des raisons sociales - la crise économique et la dégradation des salaires - était de nature à attirer les foudres de la justice. Mais c'est en vain que celle-ci essaya de la museler : d'année en année, les tentatives resurgissent et l'entreprise est poursuivie.

L'entrée au Parlement de représentants socialistes, et en particulier d'Alfred Defuisseaux, revenu en Belgique et acquitté en Cour d'Assises pour éviter toute nouvelle agitation néfaste, allait calmer le ton de l'hebdomadaire qu'il dirigeait et rendre inutiles les poursuites judiciaires. Rallié au système politique, *Le Suffrage Universel* ne représentait plus le même danger qu'auparavant et, gagnant en respectabilité, il perdit en fougue et en mordant.

Quant à la périodicité souhaitée pour les différentes entreprises, il est certain que l'ambition de Defuisseaux de créer un quotidien s'adaptait assez mal au public ouvrier de l'époque. L'hebdomadaire convenait beaucoup mieux, pour des raisons financières et sociales, à la population minière. Le quotidien à 5 centimes, et même celui à 2 centimes, revenait trop cher et touchait un public d'autant moins nombreux que le manque de loisirs de l'ouvrier l'incitait à ne lire - individuellement ou collectivement - que le dimanche, jour de repos et de délassément.

L'évolution qui se marque dès la reprise économique des années nonante et qui s'oriente vers une augmentation des salaires et une réduction du nombre d'heures de travail, permit plus tard de créer un quotidien qui obtint de beaux succès, se traduisant par un tirage important avant la première guerre mondiale.

Cependant, le mineur borain resta fidèle à son comportement antérieur, en se montrant réfractaire à l'abonnement et en préférant l'achat au numéro ou éventuellement le paiement hebdomadaire au vendeur. Lors de la reprise de *L'Avenir*, en effet, A. Wauters dut assurer ses interlocuteurs borains que cette pratique serait conservée.

Le vendeur de journaux, qu'il soit marchand établi ou vendeur à la criée, eut aussi, dans l'histoire du socialisme, un rôle très important de propagandiste.

Nombreux sont ceux qui jouèrent également un rôle politique, depuis Fabien Gérard jusqu'à Achille Delattre. Ils reçoivent en effet des directives particulières, qui débordent de la simple vente du journal et débouchent sur une activité de propagande.

Ainsi, en 1904, à la naissance de *L'Avenir du Borinage*, il est rappelé aux vendeurs "qu'ils ne doivent pas glisser le journal sous la porte, mais faire de la réclame, avoir un cornet pour signaler leur présence et annoncer à haute voix l'article intéressant le plus la

commune qu'ils desservent" (108).

Cette profession devint de plus en plus recherchée par les chômeurs (notamment au moment de la grande crise) et par les ouvriers renvoyés de leur travail à cause de leur activité politique et syndicale.

Souvent, même, comme pour tout emploi dans une organisation socialiste, il fallait passer par un poll pour obtenir cette fonction (109).

S'il était possible de lancer un hebdomadaire avec quelques centaines de francs, ce qui est inimaginable de nos jours, il faut noter que les diverses entreprises décrites, mêmes les plus élaborées, ont été déficitaires et qu'il fallait trouver soit des bailleurs de fonds - et la famille Defuisseaux y a dépensé pas mal d'argent - soit des organisations susceptibles d'absorber le déficit. Ce sont les coopératives qui ont joué ce rôle jusqu'à la création d'une imprimerie coopérative dont les bénéfices réalisés dans diverses activités ont pu combler le déficit du journal. La presse ouvrière d'opinion a toujours dû être largement subsidiée; ce n'est pas le principe lui-même du déficit qui fut jugé inacceptable mais bien l'augmentation des coûts de production et l'augmentation proportionnelle de ce déficit.

Le problème de la désaffection du public ouvrier à l'égard des organes socialistes reste entier, il est certainement lié aux modifications sociales et culturelles intervenues dans l'immédiat après-guerre (augmentation du niveau de vie, diminution du nombre d'heures de travail, élévation du niveau d'instruction, changements dans les loisirs...).

Dans le Borinage en particulier, au moment où la presse régionale perdait la pugnacité et la vivacité qui avaient fait indéniablement son succès à l'époque de Defuisseaux, elle pouvait de moins en moins rivaliser avec les organes concurrents sur le plan de l'information et des loisirs.

(108) *L'Avenir du Borinage*, 10 février 1904.

(109) *L'Avenir du Borinage*, 19 février 1904.

ANNEXES :

FICHES SIGNALETIQUES DES JOURNAUX

EN AVANT POUR LE SUFFRAGE UNIVERSEL
Journal hebdomadaire

numéro 1 : 11 avril 1886.
dernier numéro : 6 février 1887.

prix : 5 centimes le numéro, 1 franc pour 3 mois.

Administration et bureaux : 12, rue des Sables à Bruxelles.
A partir du 25 juillet 1886 : 11, rue du Persil, à Bruxelles.

Imprimeur : Edouard Maheu, 18, rue des Sables à Bruxelles.
Pour le Borinage : vente en gros chez l'imprimeur Th. Delattre, 24, rue du Dragon à Wasmes.

A partir du 20 juin 1886 : éditeur Séverin Plapied.

A partir du 25 juillet 1886, la mention "Directeur politique : A. Defuisseaux" apparaît en dessous du sous-titre.

Le numéro du 9 janvier 1887 a été édité et imprimé à Lille. La présentation du titre a changé.

Bureaux : 1, rue du Vieux-Faubourg, Lille.

Imprimerie du journal *En Avant*, même adresse.

Administration : A. Defuisseaux, 38, rue de la Source, Saint-Gilles (Bruxelles). Il s'agit là du domicile de l'éditeur S. Plapied.

A partir du 16 janvier 1887 Administration Charles Minne, 41, rue de Munich, Saint-Gilles (Bruxelles).

Imprimerie : A. Pisshaut, 39 A rue de Hollande, Saint-Gilles, Bruxelles.

Le dernier numéro est sorti des presses de Demeulder (Bruxelles).

Tirages 16.000 à 20.000 exemplaires au maximum.
Collection complète.

LE COMBAT

Organe socialiste républicaine.
Hebdomadaire.

Directeur politique : Alfred Defuisseaux.

numéro 1 : 13 mars 1887.
dernier numéro : 25 septembre 1887.

prix : 5 centimes le numéro.

Administration et bureaux Paul Conreur, rédacteur délégué éditeur, 15, rue de l'Industrie à La Louvière.

Imprimeur : H. Cambier, La Louvière.

Bi-hebdomadaire du 24 avril 1887 au 15 mai 1887 (le dimanche et le jeudi).

Parution interrompue du 15 mai 1887 au 10 juillet 1887, à la suite de l'arrestation de Pierre Loor et Paul Conreur.

Reparaît à partir du 10 juillet 1887, sous forme d'hebdomadaire.

Administration : R. Meerschaut, éditeur, à Trazegnies.

Le 7 août 1887, la typographie du titre est complètement modifiée.

Le dernier numéro sort le 25 septembre 1887 : le 29, l'imprimerie est saisie.

Tirages présumés de 12.000 à 16.000 exemplaires pour l'hebdomadaire du dimanche.

de 8.000 à 9.000 exemplaires pour les numéros du jeudi.

Collection complète.

LA REPUBLIQUE BELGE

Organe hebdomadaire du Parti Socialiste Républicain.

Directeur politique : Alfred Defuisseaux.

numéro 1 : 9 octobre 1887 (n.o. 1, 3e série)

dernier numéro : 9 décembre 1888.

prix : 5 centimes le numéro; abonnement 1 franc pour trois mois.

Administration : Georges Defuisseaux, 517 avenue Louise, Bruxelles.

Editeur responsable : R. Meerschaut, Trazegnies.

Imprimerie : Fischlin, à Bruxelles; puis inconnue.

Le 18 décembre 1887 : l'éditeur-imprimeur est François Mignon, à Châtelet.

Le 25 décembre 1887 : en raison de l'extension du journal, le coût de l'abonnement est réduit à 1 franc pour 6 mois.

Le 22 janvier 1888 : Propriétaire et éditeur responsable : Georges Defuisseaux.

Collection complète.

LA LIBERTE

Organe de la démocratie ouvrière du Hainaut,
Paraissant le dimanche.

numéro 1 25 décembre 1887.

dernier numéro : la date de disparition du journal est inconnue.

Le dernier numéro conservé est celui du 24 février 1889.

prix : 5 centimes le numéro; 1,75 franc pour 6 mois.

Editeur responsable E. Fauvieu.

Imprimeur : Th. Delattre (Wasmes).

22 avril 1888 : éditeur responsable : D. Maroille.

10 février 1889 : le sous-titre change : Organe de la démocratie ouvrière.

éditeur responsable : J. Urbain

LA REPUBLIQUE

Organe hebdomadaire du parti républicain belge.

numéro 1 7 avril 1889.

dernier numéro 28 août 1889 (*).

(*) F. MAHIEU-HOYOIS, *op. cit.*, p. IX, signale un numéro daté du 1er septembre 1889, ce qui nous semble hautement improbable puisque le no. 22 a paru le 28 août 1889 et que le premier numéro de *La Bataille*, qui fait suite à *La République*, porte le no. 23.

L'auteur a sans doute voulu faire coïncider harmonieusement la disparition de la *République* avec la création de la *Bataille*).

prix : 5 centimes le numéro; 1,75 franc pour 6 mois.

Editeur responsable et principal rédacteur : P. Loor.

Imprimeur : Th. Delattre (Wasmes).

Collection complète.

LA BATAILLE

Organe hebdomadaire du Parti Socialiste belge.

numéro 1 (portant le no. 23, voir fiche *La République*) : 8 septembre 1889.

dernier numéro connu : 8 février 1891 (F. MAHIEU-HOYOIS, *op. cit.*, p. X, signale encore un numéro daté du 15 février, mais n'indique ni sa provenance, ni éventuellement son lieu de conservation).

prix : 5 centimes le numéro; 1,75 franc pour 6 mois; 3 francs l'an.

Rédacteur : D. Maroille.

Administration : Aucquier, Emile, conseiller des Prud'hommes (Frameries);
Urbain, Jules, membre du comité de l'Union ouvrière (Frameries);
Strenaert, débiteur coopérative de Jemappes; André, débiteur
coopérative de Cuesmes.

Editeur-responsable : D. Maroille.

Imprimeur : Th. Delattre (Wasmes).

Le 2 mars 1890 : le sous-titre change : Organe hebdomadaire du Parti Socialiste
Républicain, ce qui est, de toute évidence, un lapsus, puisqu'il n'y a plus de
P.S.R.

Dès le 16 mars 1890 : Organe hebdomadaire socialiste républicain.

Le 6 avril 1890 : Directeur politique : A. Defuisseaux, éditeur : D. Maroille.

Le 31 août 1890 : Rédaction : A. Defuisseaux, H. Roger, D. Maroille,
E. Aucquier, J. Urbain, Meillaert, Fauvieu, Dufrasne.

Le 21 septembre 1890 D. Maroille, éditeur responsable, est remplacé par
H. Roger.

Le 12 octobre 1890 : Rédaction et administration : 23 rue d'Isabelle, Bruxelles.
Editeur : J. Meillaert.

Collection complète sous réserve de la remarque supra et le no. 34 du 24 août
1890.

LE DROIT DU PEUPLE

Organe hebdomadaire socialiste.

numéro 1 : (14 mars) 1891.

dernier numéro : 5 juillet 1891.

prix : 5 centimes le numéro; 1 franc pour 3 mois.

Directeur politique : A. Defuisseaux.

Editeur : E. Fauvieu.

Imprimerie : Th. Delattre (Wasmes).

Collection complète excepté le no. 1 du 14 mars 1891.

LE CRI DU PEUPLE

Organe socialiste paraissant le dimanche.

numéro 1 : (13 septembre) 1891

le dernier numéro de la collection porte la date du 11 octobre 1891.

Le dernier numéro paru doit être situé entre le 29 novembre et le
10 décembre 1891 (Comité fédéral de la Fédération boraine, 10 décembre
1891).

prix : 5 centimes le numéro; 0,75 F pour 3 mois.

Directeur politique : A. Defuisseaux.
Rédaction : E. Fauvieu.
Administration : A. Brenez (Wasmuël).
Imprimeur : Th. Delattre (Wasmes).

Deux numéros conservés - 27 septembre et 11 octobre 1891.

LE SUFFRAGE UNIVERSEL

Organe socialiste quotidien.

numéro 1 : 27 décembre 1891.

(dès la 2e semaine, le journal porte en tête : 1892, 2e année).

dernier numéro de la collection : 18 avril 1892, no. 106.

prix : 5 centimes le numéro, 10 centimes à l'étranger.

Abonnements : Bruxelles et faubourgs : 3,50 F par mois

Abonnements : Province : 4,50 F par mois

Directeur politique : A. Defuisseaux.

Rédaction-administration : 18, place de Brouckère, Bruxelles.

(il s'agissait d'un appartement spécialement loué à cet effet, in Copie-lettres
Maroille, Archives P.S.B., Mons).

Administrateur-gérant : F. Pardon.

13 numéros conservés.

LE SUFFRAGE UNIVERSEL

Organe hebdomadaire socialiste républicain

numéro 1 : 14 août 1892.

dernier numéro : paraît jusqu'à la fin de décembre 1903, cède la place à *L'Avenir du Borinage*, qui paraît à partir du 17 janvier 1904.

Administration : coopératives de Frameries.

Editeur responsable : successivement D. Maroille, E. Fauvieu, A. De Gavre,
D. Maroille, Ph. Dufrasne.

En septembre 1894 : changement de sous-titre : organe officiel de la Fédération
socialiste boraine.

Imprimerie : Th. Delattre (Wasmes) puis F. Nazet (Wasmes), jusqu'à la création
de l'imprimerie coopérative à Cuesmes en 1899.

130 numéros épars ont été conservés (sur un total de 650 numéros), seule
l'année 1902 est à peu près complète.

LA BATAILLE

Organe de la démocratie socialiste républicaine.

numéro 1 : 17 juin 1894. Sorte de numéro spécimen, sur papier très luxueux.

Rien ne permet de dire s'il y eut d'autres numéros.

prix : 5 centimes le numéro; 12 francs l'an.

Editeur : Louis Pépin.

Rédaction et administration : 23, rue des Compagnons, Mons (L. Pépin).

Imprimerie : L. Gasse-Willame (Mons).

LA REPUBLIQUE

Organe quotidien de la démocratie socialiste belge.

numéro 1 : (2 juillet) 1895.

trois numéros ont été conservés : no. 10 : 11 juillet 1895; no. 18 : 20 juillet 1895; no. 32 : 5 et 6 août 1895.

prix : 2 centimes le numéro; 2 francs pour 3 mois; 7 francs l'an.

Administrateur-délégué : Louis Pépin, 23, rue des Compagnons, Mons.